ELECTIONS LOCALES

LE CITOYEN COMME CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS, SUJET PHARE DES DISCOURS DE CAMPAGNE

Le citoyen comme centre des préoccupations des élus a dominé les discours prononcés dimanche par les intervenants politiques au quatrième jour de la campagne pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW), prévue le 28 novembre courant.



P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient.» Ibn Khaldoun

Lundi 29 Joumada El Ouela 1448 - 9 Novembre 2026 - N° 1426 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

SOMMET DES PARTIS POLITIQUES AFRICAINS

TOUTE L'AFRIQUE RÊVE D'UN CONTINENT DE PAIX



Le président du Parlement panafricain (PAP), M. Fateh Boutbig, a annoncé depuis Addis-Abeba, en Éthiopie, une initiative. Celle-ci vise à organiser en 2027 une conférence continentale des partis politiques. Cette conférence portera sur la prévention des conflits et la promotion de la paix et de la stabilité en Afrique. Elle veut créer un espace de dialogue et de concertation entre les dirigeants des partis politiques et les parlementaires. Elle veut aussi développer des mécanismes communs d'alerte précoce et de diplomatie politique.

P.7

30E CONFÉRENCE MONDIALE DE L'INVESTISSEMENT À GENÈVE

L'AAPI Y PRENDRA PART

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) prendra part à la 30e édition de la Conférence mondiale de l'investissement, qui se tiendra à Genève, du 10 au 12 novembre, sous l'égide de l'Association mondiale des agences de promotion de l'investissement, indique dimanche un communiqué de l'Agence.

P.2

TENUE HIER D'UN CONSEIL DES MINISTRES

A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT LES SECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen d'un exposé sur l'état et les perspectives du secteur de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, présenté par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

OUVERTURE AUJOURD'HUI DE LA COP31 À ANTALYA

L'ALGÉRIE Y PRÉSENTERA UN PROGRAMME EXCEPTIONNEL

La 31e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP31) s'ouvre ce lundi à Antalya, en Turquie. Elle sera très importante : il faudra transformer les engagements climatiques mondiaux en actions réelles, réduire concrètement les émissions et avancer vers des économies plus écologiques.

P.9

ACTUALITÉS NATIONALES

RATIONALISATION DES INFRASTRUCTURES UNIVERSITAIRES

LES ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES POURRAIENT SE PROLONGER JUSQU'À 22H00

Dans le cadre d'une vision stratégique visant à rationaliser l'exploitation des infrastructures universitaires et à renforcer la performance du service public, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a souligné l'importance de prolonger les activités pédagogiques jusqu'à 22h00.

Par Ikram Haou

Samedi dernier, lors de sa visite à l'Université de la formation continue (UFC), au centre de Bouzaréah, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a souligné que la prolongation des activités pédagogiques jusqu'à 22h00 s'inscrit dans le cadre d'une vision stratégique visant à rationaliser l'exploitation des infrastructures et des moyens universitaires, tout en renforçant la performance du service public de l'enseignement supérieur.

Cette orientation ouvre deux perspectives positives. La première consiste à faire de l'université algérienne un espace ouvert à la formation et à la qualification tout au long de la journée. Elle permettrait ainsi d'élargir les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur, notamment au profit des travailleurs, des fonctionnaires et des étudiants dont les conditions socioprofessionnelles nécessitent des modes de formation plus souples.



En outre, M. Baddari a mis en avant le rôle important de l'Université de la formation continue (UFC). Selon lui, cet établissement joue un rôle central dans la consécration du principe de l'apprentissage tout au long de la vie et l'élargissement des possibilités de promotion scientifique et professionnelle, grâce au recours aux supports numériques et à l'adaptation des modes de formation aux exigences de la société et du marché du travail.

En conclusion, le ministre a appelé l'université à passer d'une approche fondée sur des horaires administratifs limités à une logique de performance et d'efficacité. L'objectif est de faire du temps universitaire un levier supplémentaire pour améliorer la qualité de la formation, au service des étudiants et de la société, a-t-il souligné.

Il convient de rappeler qu'actuellement, les cours du soir s'achèvent généralement aux alentours de 20h15, tandis que les navettes de transport universitaire sont mises en place à partir de 20h30.

Par ailleurs, l'Université de la formation continue (UFC) constitue une institution historique dédiée aux cours du soir et à la promotion sociale des travailleurs en Algérie. Elle dispose de plus de 50 centres répartis à travers les différentes wilayas du pays et permet la poursuite des études dans le cadre de formations diplômantes de licence et de master accréditées. L'UFC a également connu une importante modernisation de ses méthodes d'enseignement, en combinant des regroupements en présentiel, organisés en soirée ou durant les week-ends, et des cours en ligne dispensés à travers des plateformes numériques telles que Moodle.

I. H.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

DES PROJETS DE RECHERCHE ALGÉRIENS PRÉSENTÉS AU SALON "ECOMONDO" EN ITALIE

Le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) a pris part au salon international de l'économie circulaire "Ecomondo 2026", organisé à Rimini (Italie), où il a présenté nombre de projets de recherche dans les domaines de l'environnement et de la valorisation des déchets, tout en examinant les perspectives de coopération et de partenariat avec des entreprises italiennes, indique dimanche un communiqué du Centre.

La participation du CDER à ce salon (3-6 novembre) a été marquée par la tenue de rencontres bilatérales et de séances de travail directes avec des entreprises italiennes, en vue de présenter les projets de recherche à vocation économique développés par les chercheurs du Centre dans les domaines de l'environnement et de la valorisation des déchets, et d'examiner les perspectives de coopération en matière de formation et de transfert de technologie, précise le communiqué.

Cette participation s'inscrit dans le cadre de la promotion des activités de recherche du Centre dans différents domaines, notamment le développement de la production de biogaz et de biodiesel à partir de la valorisation des déchets ménagers et organiques, et de l'intégration de ces sources d'énergie dans le tissu industriel national, afin d'améliorer la rentabilité et la compétitivité des entreprises algériennes et de leur permettre d'accéder aux marchés extérieurs, à la faveur de la dynamique que connaît le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ces dernières années, laquelle lui a permis de s'ouvrir au marché africain, selon la même source.

Dans ce cadre, l'ambassadeur d'Algérie auprès de l'Italie a reçu la délégation algérienne participant au salon, avec laquelle il a évoqué les moyens de renforcer les perspectives de coopération et de partenariat internationaux dans les domaines de l'économie circulaire, de la transition énergétique et de la protection de l'environnement.

Le Centre a souligné, dans son communiqué, que le salon "Ecomondo" constitue un espace de dialogue et d'échange d'expertises, permettant d'explorer de nouvelles solutions aux défis environnementaux et économiques et d'établir des partenariats et des projets de coopération dans les domaines de la transformation industrielle et économique. Rendez-vous international de référence dans le domaine des technologies, des services et des solutions industrielles liées à l'économie verte et circulaire en Europe et en Méditerranée, cet événement a vu la participation d'entreprises leaders dans plusieurs secteurs, notamment les services et les technologies environnementales, la gestion de l'eau, la valorisation des déchets, le textile, la bioénergie, la protection des sols, les transports, l'agriculture et les villes durables.

SUIVI DE L'EXÉCUTION DES PROJETS ET ACCÉLÉRER LA CADENCE DE LEUR RÉALISATION

BOUZEGZA PRÉSIDE UNE RÉUNION DE COORDINATION

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé, dimanche à Alger, une réunion de coordination consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement de la réalisation des programmes et projets sectoriels et à l'examen de la situation des opérations inscrites et en cours de réalisation, ainsi qu'aux préparatifs relatifs au lancement de nouveaux projets aux niveaux central et local.

Au cours de cette réunion, tenue en présence des cadres centraux, le ministre a souligné la "nécessité d'intensifier les efforts pour achever les projets en cours de réalisation et respecter les délais contractuels, en accordant une attention particulière aux stations d'épuration des eaux usées et aux projets de raccordement en aval des stations de dessalement de l'eau de mer, notamment ceux relatifs à la réalisation des infrastructures de stockage, de transfert et de distribution, afin de garantir un approvisionnement continu en eau potable", indique un communiqué du ministère.

Il a également insisté sur la nécessité d'assainir la nomenclature des projets sectoriels, à travers l'examen précis de la situation des opérations inscrites et la prise des mesures nécessaires à l'achèvement des opérations en cours de réalisation, ainsi que le traitement des obstacles susceptibles d'entraver leur réalisation, notamment ceux concernant les projets prioritaires ayant un impact direct sur l'amélioration du service public.

Dans le même contexte, M. Bouzegza a donné des instructions pour prendre toutes les mesures et dispositions techniques et administratives nécessaires au lancement de nouveaux projets, outre la mise en place d'une cellule de suivi au niveau central, chargée d'accompagner les projets stratégiques et structurants, d'évaluer l'état d'avancement de leur réalisation et de coordonner avec les différentes parties concernées, afin de lever les contraintes et d'accélérer leur concrétisation.

Il a également souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différentes structures du secteur, d'accélérer le traitement des dossiers liés aux projets et de moderniser les mécanismes de suivi, en généralisant la numérisation et en s'appuyant sur des données techniques actualisées, de manière à renforcer l'efficacité de la gestion, du suivi et de l'évaluation.

Ces orientations s'inscrivent "dans le cadre de l'accélération de la concrétisation des programmes de développement du secteur et de l'achèvement des projets inscrits, de manière à renforcer les infrastructures hydrauliques, à soutenir la sécurité hydrique nationale et à améliorer le service public de l'eau", conclut le communiqué.

RA

30E CONFÉRENCE MONDIALE DE L'INVESTISSEMENT À GENÈVE

L'AAPI Y PRENDRA PART

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) prendra part à la 30e édition de la Conférence mondiale de l'investissement, qui se tiendra à Genève, du 10 au 12 novembre, sous l'égide de l'Association mondiale des agences de promotion de l'investissement, indique dimanche un communiqué de l'Agence.

L'AAPI sera représentée à ce rendez-vous international, qui réunira des agences de promotion de l'investissement de différentes régions du monde, par son directeur général, Omar Rekache, l'Agence étant membre de l'Association mondiale des agences de promotion de l'investissement et M. Rekkache occupant le poste de directeur régional du bureau de l'Association pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ajoute le communiqué.

RA

ENTRE NOUS
Quotidien national d'information

Edité par
EURL Rocher du Faucon
au capital de 100.000 DA
Directeur de Publication
Nasser
Mouzaoui

Siège social
Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er Mai – Alger.
Tél : 028 133 750
0558 765 425
0771 727 632
E-mail rocherdufaucon@gmail.com

"Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité"
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression d'Alger
Sia (centre)

DISTRIBUTION
Eurl Rocher du Faucon

ACTUALITÉS NATIONALES

APRÈS SA 2E SUPERCOUPE D'AFRIQUE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉLICITE L'USMA



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité l'USM Alger, qui a remporté, dimanche, la Supercoupe d'Afrique de football pour la deuxième fois de son histoire. "Félicitations à l'Algérie et à l'USM Alger pour sa deuxième Supercoupe d'Afrique. Mille bravos à Soustara, aux joueurs, au staff technique et aux supporters de l'USMA", a écrit le président de la République sur son compte sur les réseaux sociaux.

RA

TENUE HIER D'UN CONSEIL DES MINISTRES

A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT LES SECTEURS DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen d'un exposé sur l'état et les perspectives du secteur de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, présenté par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres, dont voici la traduction APS :



"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen d'un exposé sur l'état et les perspectives du secteur de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, tel que programmé lors du Conseil des ministres tenu le dimanche 4 octobre 2026.

Suite à la présentation, par Monsieur le Premier ministre, de l'ordre du jour et des activités du Gouvernement au cours des dernières semaines, le président de la République a donné les instructions, directives et orientations suivantes : Concernant le secteur de l'Agriculture : A l'issue d'un exposé approfondi présenté par Monsieur le ministre de l'Agriculture, Monsieur le président de la République, après en avoir salué la teneur, a ordonné ce qui suit : 1- Elaboration d'un nouveau plan d'organisation de l'agriculture au niveau local, en vue d'assurer une plus grande transparence et un recensement moderne et plus précis.

2- Création d'un office dédié aux légumes secs, les céréales continuant à relever de la compétence de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

3- Création immédiate d'un service dédié aux statistiques pour l'ensemble des activités et métiers liés au secteur de l'agriculture, dans le but de mettre fin à toutes les formes de retard dans l'approvisionnement du marché national en produits, notamment de large consommation.

4- Monsieur le président a ordonné à Monsieur le ministre de l'Agriculture d'élaborer un plan de répartition des tâches au sein du ministère, en confiant le secteur de la pêche à un ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture et celui des forêts à un secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture, chargé des forêts.

5- Préparer, dès le mois de novembre courant, la prochaine campagne de moisson, en assurant, en quantité et en qualité, les moyens de mécanisation nécessaires dans l'ensemble des zones de production, après la mise en œuvre de la décision de création de coopératives de mécanisation, prise lors d'un précédent Conseil des ministres.

6- Monsieur le président a ordonné l'interdiction de laisser les terres en friche ou sans exploitation, en se fondant sur des postulats erronés, qui ne correspondent en rien aux réalités de l'agriculture moderne.

7- Nécessité de lutter contre toutes les formes de rétention des productions agricoles par les agriculteurs, l'Etat ayant largement ouvert la voie à l'achat des cultures stratégiques aux meilleurs prix.

8- Il a ordonné l'interdiction totale de l'utilisation du maïs comme fourrage vert dans l'alimentation du bétail en Algérie, cette pratique n'ayant eu aucun effet positif sur la production de viande ni sur la couverture des besoins du marché national, mais ayant, au contraire, entraîné une forte pénurie de maïs grain. 9- Lutter contre toutes les formes de fraude dans le secteur agricole, de la production à la distribution et à l'approvisionnement.

10- Il a ordonné de revoir le fonctionnement et l'organisation des entreprises relevant du secteur de l'agriculture, ainsi que la pertinence de leurs missions.

11- Monsieur le président a enjoint au ministre de l'Agriculture de préparer un nouvel exposé à présenter en Conseil des ministres, portant sur l'état de mise en œuvre de ces recommandations et les effets de l'entrée en vigueur des dispositions de la loi d'orientation agricole. Orientations générales : - Monsieur le président de la République a ordonné aux membres du Gouvernement d'intégrer les statistiques de leurs services ministériels dans les systèmes de la plateforme numérique nationale du Haut-commissariat à la numérisation.

- Monsieur le président de la République a ordonné d'augmenter le nombre de laboratoires de contrôle au niveau des ports et des aéroports, et de ne pas se contenter de deux laboratoires, comme c'est le cas actuellement, afin de protéger la santé publique, en priorisant les ports les plus actifs, notamment ceux d'Oran, de Mostaganem, de Ghazaouet, de Jijel et d'Annaba.

- Il a ordonné au ministre de la Justice de procéder, dès la mise en place des laboratoires de contrôle, au renforcement du dispositif juridique par des peines maximales en cas d'implication délibérée dans l'introduction de substances et de produits menaçant la santé publique dans le pays, via les aéroports, les ports et les frontières terrestres.

- Monsieur le président a appelé le Gouvernement à mobiliser ses services 24h/24, chacun dans son domaine de compétence et à son niveau, à s'investir pleinement dans la protection de la sécurité et de la santé de nos concitoyens face aux risques liés à l'importation de produits présentant un danger public.

- Le Conseil des ministres s'est achevé par l'approbation de décrets portant nominations et fins de fonctions dans des postes supérieurs de l'Etat".

RA

COOPÉRATION ALGÉRO-ITALIENNE

LE PATROUILLEUR DE HAUTE MER "ITS BETTICA P-492" DE LA MARINE ITALIENNE ACCOSTE AU PORT DE DJEN DJEN À JIJEL POUR L'EXÉCUTION D'UN EXERCICE CONJOINT

Le Patrouilleur de haute mer "ITS BETTICA P-492" de la marine italienne a accosté, dimanche au port de Djen Djen, à Jijel, dans une escale d'une durée de 5 jours où l'exercice conjoint "Medex-I-26" sera exécuté, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre de la concrétisation du programme de la coopération militaire bilatérale avec l'Italie et en exécution de l'exercice "Medex-I-26", le Patrouilleur de haute mer "ITS BETTICA P-492", de la marine italienne, a accosté le 8 novembre 2026 au port de Djen Djen à Jijel, dans une escale d'une durée de 5 jours, où l'exercice "MEDEX-I-26" sera exécuté", précise la même source.

A l'occasion de cette escale, "le Commandant du navire italien et la délégation accompagnatrice ont effectué une visite de courtoisie à Monsieur le Commandant de la Façade maritime Est en 5ème Région militaire, où les deux parties ont discuté des moyens à même de promouvoir la coopération bilatérale et de consolider l'échange d'expériences entre les marines algérienne et italienne".

"L'exécution de cet exercice conjoint constituera une opportunité pour l'échange d'expériences et la consolidation de la coopération entre les marines des deux pays", ajoute le communiqué du MDN.

RA

ACTUALITÉS NATIONALES

INDUSTRIE

AQS EXPORTE 545 000 TONNES D'ACIER EN 2026

Depuis le début de l'année et jusqu'en novembre, Algerian Qatari Steel (AQS) a exporté 545 000 tonnes de produits sidérurgiques. Ces ventes représentent plus de 274 millions de dollars, selon un communiqué de l'entreprise.



Par Ali Boudefel

Installée dans la zone industrielle de Bellara, à El Milia, dans la wilaya de Jijel, AQS indique que ces résultats témoignent de la hausse de ses capacités de production et d'exportation.

Au cours de la semaine, l'entreprise a également envoyé 99 470 tonnes de produits en acier vers l'Arabie saoudite et la Lituanie. La valeur de ces exportations dépasse 39 millions de dollars.

AQS affirme vouloir poursuivre le développement de ses ventes à l'étranger et chercher de nouveaux marchés. L'entreprise estime que cette démarche peut renforcer la présence des produits algériens dans le monde et contribuer à diversifier les exportations nationales, au-delà des hydrocarbures.

A.B

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

POUR PLUS DE RATIONALITÉ DANS LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE



Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé dimanche à Alger une réunion consacrée aux moyens de mieux maîtriser la consommation d'énergie et d'améliorer son utilisation.

Les participants ont étudié la feuille de route pour lancer l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie et l'efficacité énergétique (ANMEEE), ainsi que les étapes nécessaires à sa mise en place. Ils ont également fait le point sur le programme de remplacement des climatiseurs. Cette mesure vise à utiliser des appareils plus performants et à réduire la consommation d'électricité.

La réunion a enfin porté sur le rôle de l'ANMEEE et de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG), ainsi que sur la coordination entre les organismes concernés.

A.B

TRAVAUX PUBLICS

INSTALLATION DE 24 DIRECTEURS DE WILAYA DANS LE CADRE DE PROMOTIONS ET DE MUTATIONS

Les cérémonies d'installation des directeurs, concernés par les promotions et les mutations ayant touché les directeurs des travaux publics dans 24 wilayas, se sont déroulées dimanche, dans le cadre du renforcement de l'efficacité de la gestion locale et du suivi de la réalisation des projets de développement du secteur, indique un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base.

Cette opération, décidée par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a concerné la promotion de 13 cadres au poste de directeur des travaux publics dans les wilayas, ainsi que la mutation de 11 directeurs vers d'autres wilayas, précise le communiqué.

Les cérémonies d'installation se sont déroulées dans plusieurs wilayas concernées, en présence de cadres centraux du ministère et des walis. L'opération se poursuivra lundi dans les wilayas restantes.

Ces changements visent à insuffler une nouvelle dynamique à la performance des directions de wilaya et à améliorer leur gestion, à même de contribuer à l'amélioration de la qualité de réalisation des projets, au respect des délais d'exécution et au renforcement de l'efficacité du service public.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur visant à consacrer les principes de compétence et de mérite, à valoriser les ressources humaines et à renforcer les performances des structures locales.

Ces changements se poursuivront à l'avenir en fonction des exigences de gestion et des besoins du secteur, conclut le communiqué.

RE

ACTUALITÉS

GESTION DURABLE DES AIRES FORESTIÈRES

1ÈRE SESSION DE FORMATION À BATNA

L'école nationale des forêts de Batna a abrité, dimanche la première session de formation à "l'élaboration des plans d'aménagement et de gestion durable des aires forestières" sous l'égide du directeur de gestion du patrimoine forestier et alfatier à la Direction générale des forêts (DGF), Mohamed Boughalia.

Axée sur la gestion durable des aires forestières, cette session qui se poursuivra jusqu'au 12 novembre courant regroupe des cadres de 20 conservations des forêts et des quatre parcs nationaux de Belezma (Batna), d'El Kala (El Tarf), de Taza (Jijel) et de Gouraya (Bejaia).

L'objectif de la rencontre, organisée par la DGF dans le cadre de la formation continue des cadres du secteur, est d'unifier les méthodes et consolider les approches scientifiques relatives à la gestion des aires forestières, a indiqué à l'APS M. Boughalia, relevant que sa tenue vient en application des nouveaux textes législatives du secteur.

Supervisée par les cadres de l'école nationale des forêts et la conservation des forêts de la wilaya de Batna, cette session permettra de former des formateurs dans le domaine de l'élaboration des plans de gestion forestière qui assurera à leur tour la formation des cadres et agents au niveau des conservations des forêts, selon la même source qui a précisé que son programme comporte des communications théoriques appuyées par des travaux appliqués et une sorite vers une des forêts de la wilaya de Batna.

Une deuxième session sur le même thème est programmée à l'école nationale des forêts du 22 au 26 novembre courant au profit des cadres de 20 autres conservations des forêts et quatre parcs nationaux, a indiqué le directeur de l'école, Azzedine Bounouara.

RA

4E ÉDITION DU PRIX DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES VILLES EN CHINE

LA WILAYA D'ALGER, INVITÉE D'HONNEUR

La wilaya d'Alger a pris part, dans la ville chinoise de Fuzhou, en qualité d'invitée d'honneur, à la 4e édition du Prix des Nations Unies pour le développement durable des villes, indique dimanche un communiqué des services de la wilaya.

Le choix de la wilaya d'Alger en tant qu'invitée d'honneur de cette édition intervient "en consécration de sa distinction lors de la précédente édition (2025), en reconnaissance des réalisations accomplies dans le domaine du développement urbain durable, grâce aux projets concrétisés dans le cadre de la vision stratégique de développement et de modernisation de la capitale", précise la même source. Cette participation s'inscrit également dans le cadre de "la mise en avant de l'expérience de la wilaya d'Alger et des principales réalisations ayant contribué à cette distinction, permettant ainsi de partager les expertises avec les villes participantes et de tirer parti des expériences internationales pionnières".

A travers cette participation, la wilaya poursuit "la valorisation de son expérience en matière de développement et la mise en avant de son modèle de développement et de modernisation des villes, de manière à renforcer le positionnement de la capitale dans les fora internationaux", souligne le communiqué.

Le chef de cabinet, Abderrahmane Rouabhi, a pris part à cet événement en qualité de représentant du ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, selon la même source.

RA

ACTUALITÉS NATIONALES

TRANSPORT PUBLIC À SIDI BEL-ABBÈS

DIX NOUVEAUX BUS POUR RENFORCER LE RÉSEAU DE TRANSPORT

La wilaya de Sidi Bel-Abbès vient de renforcer son parc de transport des voyageurs avec la réception de dix nouveaux bus Mercedes-Benz, fabriqués dans notre pays Une initiative visant à moderniser les lignes, à désenclaver les communes isolées et à faciliter le quotidien des habitants.

Par Hamida Indja



La direction des transports de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a annoncé, hier, le renforcement de son parc de transport collectif grâce à la réception d'un nouveau lot de dix bus destinés à améliorer le service public sur les lignes urbaines et rurales.

Selon la même source, l'arrivée de ces nouveaux véhicules de marque Mercedes-Benz, fabriqués localement par l'Établissement de développement de l'industrie des véhicules (EDIV), porte à 25 le nombre total de bus réceptionnés.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à moderniser le transport collectif et à offrir un meilleur service aux citoyens. L'opération s'est déroulée sous la supervision directe du ministre des Transports, en coordination avec les autorités locales.

Afin d'améliorer les déplacements entre les zones rurales et semi-urbaines, des autorisations ont été accordées aux transporteurs pour exploiter ces nouvelles lignes. Ainsi, les bus ont été répartis sur plusieurs axes importants. La ligne reliant Sfisef à Mostefa Benbrahim a notamment bénéficié de trois bus.

De même, les lignes Zerouala-Sidi Bel-Abbès, Sfisef-Aïn Adden-Tenira-Sidi Bel-Abbès, El Kedadra-Bedrabine El Mokrani, Hassi Zahana-Ben Badis, Essafsaf-Sidi Ali Benyoub, Ben Badis-Ras El Ma, Oued Sebaâ-Feraa Ezzaraa et Belarbi-Sidi Bel-Abbès ont chacune bénéficié d'un bus supplémentaire afin de renforcer leur desserte.

Enfin, la même source a indiqué que ce programme se poursuivra progressivement afin de réduire les difficultés de déplacement des habitants et de désenclaver les communes éloignées, en les reliant au chef-lieu de wilaya ainsi qu'aux principales daïras. Cette opération permettra également de mettre à la disposition des usagers des moyens de transport modernes répondant aux normes de confort et de sécurité routière.

H I

CULTURE DE LA POMME DE TERRE

AIN DEFLA LUI A DÉDIÉ 6 000 HECTARES

Par Kahina Baghdad

La région d'Ain Defla a réservé 6 000 hectares pour cultiver la pomme de terre de fin de saison. Cette campagne a déjà commencé depuis quelques jours, selon la direction des services agricoles (DSA).

L'objectif est de garantir que ce produit soit disponible sur les marchés locaux et nationaux. Sur ces 6 000 hectares, 1 500 sont destinés à la pomme de terre pour la consommation et 4 500 à la production de semences. Cela permet d'assurer une bonne disponibilité pour les agriculteurs et les producteurs, selon les services agricoles de la wilaya.

Jusqu'à présent, 1 100 hectares ont été cultivés pour la consommation et 3 330 hectares pour les semences, selon les mêmes sources.

La production prévue est de 350 quintaux par hectare pour la pomme de terre de consommation et de 320 quintaux par hectare pour les semences. Pour cette saison, les services agricoles de la wilaya s'attendent à une production totale de plus de 1,8 million de quintaux. Cela comprend 480 000 quintaux de pomme de terre de consommation et 1,3 million de quintaux de semences.

La wilaya d'Ain Defla est connue pour sa forte production de pomme de terre et de semences. L'année dernière, elle a produit 3,1 millions de quintaux de pomme de terre, dont 2,3 millions de quintaux de semences et plus de 760 000 quintaux de pomme de terre de consommation. Le rendement était entre 270 et 350 quintaux par hectare, selon les chiffres de la DSA.

K.B

SIDI BEL-ABBÈS

LANCEMENT DE LA RÉCOLTE ET DE LA COMMERCIALISATION DU TILAPIA ROUGE DANS UNE FERME AQUACOLE À OUED SEFIOUNE

L'opération de récolte et de commercialisation du tilapia rouge a été lancée au niveau d'une ferme aquacole située dans la commune d'Oued Sefioune, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, dans le cadre des efforts visant à valoriser la production locale et à renforcer l'approvisionnement du marché en produits halieutiques, a-t-on appris hier auprès de la direction du secteur.

Le directeur du secteur, Mustapha Elias, a indiqué que la commercialisation de ce produit s'effectue à travers différents points de vente conventionnés avec la Chambre de wilaya de la pêche et de l'aquaculture, à des prix abordables et accessibles aux consommateurs, contribuant ainsi à diversifier l'offre en poissons d'élevage sur le marché local.

Dans le même cadre, le tilapia rouge a été introduit parmi les produits proposés au marché de gros de poissons de la wilaya, où les producteurs bénéficient d'une exonération des droits de vente, a précisé la même source.

Le lancement de cette opération marque l'entrée du projet dans sa phase d'exploitation, a souligné le même responsable, ajoutant que cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à développer la filière aquacole, à diversifier les sources d'approvisionnement en produits halieutiques et à consolider la production locale.

Cette activité s'inscrit dans le cadre d'un projet d'investissement implanté dans la commune d'Oued Sefioune, qui ambitionne d'atteindre une capacité de production de trois millions d'alevins à l'horizon de trois ans, à travers la réalisation d'une écloserie spécialisée dans la production de jeunes poissons destinés à l'élevage, ainsi que de bassins dédiés à leur grossissement.

Le projet comporte deux phases, la première portant sur la réalisation et l'aménagement de bassins de grossissement, tandis que la seconde concerne la création d'une écloserie dotée d'une capacité initiale de production de 500.000 alevins, appelée à être progressivement portée à trois millions d'unités durant les trois prochaines années.

Cet investissement devrait constituer un apport qualitatif à l'activité aquacole dans la wilaya, à travers le soutien à la production locale et l'approvisionnement des exploitations agricoles en alevins, favorisant ainsi l'extension de l'activité piscicole dans différentes régions de la wilaya et des wilayas limitrophes, tout en contribuant au renforcement de la sécurité alimentaire, a expliqué le directeur du secteur.

Le même responsable a, enfin, réaffirmé l'engagement des services de la direction à accompagner les investisseurs et à leur apporter l'appui ainsi que les facilitations techniques nécessaires au développement de cette filière, en vue de valoriser les capacités productives du secteur et de renforcer sa contribution au développement économique local.

RR

BOUIRA

6 MILLIONS DE DINARS POUR RENFORCER LE RÉSEAU DU GAZ

Une enveloppe financière de l'ordre de 6 millions de dinars a été allouée à une série de projets destinés à renforcer le réseau du gaz naturel à travers quelques communes du sud-est de la wilaya de Bouira, a-t-on appris hier auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

C'est en prévision de la période hivernale caractérisée par une consommation intensive du gaz naturel pour les besoins de chauffage, qu'un montant de 6 millions de dinars a été alloué à des opérations à travers les communes d'El Hachimia et d'Ahl Laksar, afin de renforcer le réseau d'alimentation en gaz naturel, selon les détails fournis par la direction.

Réalisés sur les fonds propres de la direction dans le cadre de ses efforts visant à améliorer les conditions de vie des citoyens de la wilaya de Bouira, ces projets ont porté notamment sur la réalisation d'un réseau de gaz d'une longueur d'un kilomètre dans les deux communes, a précisé la même source.

Il est expliqué, en outre, que ces opérations avaient été réalisées pour répondre aux besoins des citoyens en matière de gaz, assurer une meilleure qualité et continuité de l'alimentation en cette énergie, et pallier à d'éventuelles chutes de pression, notamment durant la période hivernale.

Grâce à ces projets mis en service et d'autres en cours de réalisation, le nombre de clients raccordés au réseau de distribution de gaz à Bouira s'élève à 191 480 abonnés, et le taux de couverture en matière de gaz naturel avoisine les 98 %, selon les dernières statistiques de la direction de distribution.

RR

ECONOMIE MONDIALE

MONDE DU TRAVAIL

BYD BAT UN RECORD HISTORIQUE AVEC PLUS D'UN MILLION DE SALARIÉS

Cette entreprise continue d'embaucher massivement. Au cours des dix derniers mois seulement, la marque a accueilli 150 000 nouveaux employés, ce qui lui permet de dépasser officiellement la barre d'un million de salariés. Il faut mentionner qu'à la fin de l'année précédente, l'entreprise comptait déjà environ 869 600 personnes. Aujourd'hui, avec un total de 1,02 million de travailleurs, BYD devient tout simplement le plus grand employeur de toute l'industrie automobile de la planète, doublant tous ses concurrents historiques.

Par Rihab Taleb



Cette croissance incroyable repose sur une stratégie précise voulue par le dirigeant de l'entreprise, Wang Chuanfu. Sur ce total géant d'un million de salariés, la grande majorité, soit 960 000 personnes, travaille directement en Chine, tandis que 60 000 autres employés travaillent dans les différents pays du monde pour aider la marque à s'agrandir à l'international. Le véritable secret de cette puissance industrielle réside dans son équipe de recherche, qui compte 120 000 ingénieurs. Ces spécialistes travaillent chaque jour sur l'amélioration des batteries, des moteurs électriques et des puces informatiques. Contrairement aux autres grands constructeurs automobiles qui achètent leurs pièces à des usines extérieures, BYD fabrique presque tout lui-même à l'intérieur de ses usines. Cette méthode, que l'on appelle la production en interne, lui permet de tout contrôler, depuis l'achat des matières premières jusqu'à la fabrication finale des voitures, ce qui lui évite de dépendre des autres en cas de crise économique mondiale.

Les chiffres font tourner la tête. Avec ses 1,02 million de salariés, BYD est largement premier et bat tous les autres grands noms de la route. Le groupe allemand Volkswagen arrive en deuxième position avec 663 000 employés, suivi par le constructeur japonais Toyota qui emploie 391 000 personnes, puis par le groupe européen Stellantis qui compte 259 000 salariés. Plus loin dans la liste, on trouve la marque japonaise Honda avec 195 000 travailleurs, les entreprises américaines Ford et General Motors qui emploient respectivement 169 000 et 156 000 personnes, et enfin la célèbre marque américaine Tesla qui ferme la marche avec 135 000 salariés.

Lorsqu'on regarde les résultats financiers et les ventes de plus près, on découvre une stratégie très intéressante sur la façon de travailler. Même si BYD emploie beaucoup plus de personnel que les autres, il vend un peu moins de voitures par employé que ses rivaux. BYD a vendu environ 5,3 véhicules par salarié, tandis que Volkswagen et Tesla font mieux avec 12,1 et 13,5 véhicules par employé. Tesla se montre donc très efficace en vendant un grand nombre de voitures avec une équipe beaucoup plus petite que celle de son grand rival chinois. Quant au champion de l'efficacité en nombre de voitures vendues par personne, il reste Toyota, qui atteint une moyenne impressionnante de 29 véhicules par salarié. Cette différence s'explique par le choix de BYD de fabriquer un maximum de pièces la société elle-même, ce qui demande beaucoup plus de main-d'œuvre dans ses usines. Ce modèle économique unique donne à BYD une force et une liberté totale pour continuer à dominer le marché mondial de l'automobile dans les années à venir face à des concurrents comme Tesla.

R.T

CRISE BANCAIRE AU PARAGUAY

L'ARGENT PEU À PEU RESTITUÉ AUX ÉPARGNANTS MAIS L'ANGOISSE DEMEURE

Les Paraguayens commençaient à respirer ce week-end, à mesure que des versements se mettaient en place pour les épargnants floués par le scandale bancaire qui a fait tomber le président Peña. Mais le stress et la colère sont encore vifs.

Isabel Figueredo sort rassurée d'une agence de la Continental: elle pourra disposer de son argent. Comme un peu moins de 3 millions d'autres épargnants d'Ueno, une jeune banque en ligne placée sous tutelle mardi, elle n'avait plus accès à ses dépôts, soudainement gelés.

"J'ai poussé un soupir de soulagement quand je suis venue à la banque et que j'ai pu m'assurer que mon argent était en lieu sûr", a-t-elle déclaré à l'AFP en quittant l'établissement vers lequel ont été crédités des fonds. Selon la Banque centrale (BCP), 1,196 million d'épargnants, sur les 2,94 millions de clients d'Ueno - soit près de la moitié de la population du pays - avaient reçu des avances samedi matin. Pour un montant global d'environ 1 milliard de guaranis (160.000 dollars), a estimé sur son compte X le tout nouveau président Pedro Alliana.

Dans la capitale Asuncion et plusieurs villes de province, une demi-douzaine de banques du pays ouvraient leurs agences samedi et dimanche, pour que les victimes d'Ueno puissent récupérer leurs fonds.

Bien que l'argent soit automatiquement crédité sur des comptes détenus dans d'autres banques ou à ouvrir à cette fin, nombres d'épargnants préfèrent venir en personne.

Ils peuvent se diriger vers les distributeurs automatiques mais "certains préfèrent s'assurer en se présentant aux guichets", explique César Vazquez, directeur financier de Zeta Banco.

Les versements par le Fonds de garantie de la BCP portent d'abord sur les petits comptes, jusqu'à 10 millions de guaranis (1.600 dollars), puis au-delà, progressivement, jusqu'à un plafond de "40 salaires minimum", soit 121 millions de guaranis (près de 20.000 dollars), selon la loi expresse promulguée mercredi, une des toutes dernières de Santiago Peña avant sa destitution le surlendemain.

Mais entre l'éclatement de la crise bancaire mardi et les versements en cette fin de semaine, ces derniers jours ont été un abîme d'angoisse.

"La nuit de mercredi, j'ai pas pu dormir. Je suis resté débout jusqu'à 03H00, à entrer dans l'application de la Banque centrale, qui était totalement saturée", raconte Antonio Ruiz Sanchez, fonctionnaire de l'agence d'électricité et père de deux enfants. "Quand je me suis réveillé jeudi matin, mon épargne était déjà déposée" sur son compte dans une banque classique, Itau. "Mais j'étais angoissé, je ne peux pas le nier. Ça ne m'était jamais arrivé". La débâcle, soudaine, d'Ueno Bank, a pris ses clients de court, paralysé des entreprises, des marchés, des artisans.

Maria Amarilla, étudiante de 18 ans, raconte que sa mère, traiteur à son compte, "avait préparé dimanche mille petits fours pour un événement. Lundi matin, la personne qui devait la payer lui a dit que son argent avait disparu, que son compte affichait +solde non disponible+, et voilà".

"Ça a été très dur pour nous, ça représentait pas mal d'argent et ma mère en a besoin". Pour Giovanni Catolino, qui n'avait pas encore récupéré ses fonds au moment où l'AFP lui parlait vendredi soir, "ce sont 16 ans de travail perdus".

"Avec ma femme, on avait ouvert une agence de voyage en juin, avec les indemnités de mon entreprise précédente. Ça nous a pris du temps, ça nous a coûté de l'argent. Moi, je me suis lancé à fond, évidemment". Et "15.000 ou 16.000 dollars, sinon plus", sont partis dans les limbes, raconte-t-il.

L'ex-président a été inculpé pour abus de confiance et avoir favorisé et protégé Ueno bank, dont il a été actionnaire.

Pour raisons de sécurité, il sera détenu sur un site de la garde présidentielle. Initialement assigné à résidence, il avait dû y être transféré en urgence face à des manifestants hostiles devant son domicile, que la police a dû disperser en tirant des balles en caoutchouc.

R.E

PERFORMANCE

KIA DEVRAIT ATTEINDRE SON OBJECTIF ANNUEL DE VENTES POUR LA PREMIÈRE FOIS EN 12 ANS

Kia Corp. semble en passe d'atteindre son objectif de ventes annuelles pour la première fois en 12 ans, grâce au lancement de nouveaux véhicules adaptés aux évolutions des préférences régionales en matière de motorisation, ont montré de récentes données industrielles.

Les ventes cumulées du constructeur automobile sud-coréen pour l'année en cours s'élevaient à 2.769.954 véhicules à fin octobre, en hausse de 5,1% par rapport à la même période de l'année dernière. Les ventes sur le marché sud-coréen ont augmenté de 7,4% en glissement annuel, tandis que celles à l'étranger ont crû de 4,5%.

Cela signifie qu'en 10 mois, Kia a déjà atteint 82,7% de son objectif de ventes pour 2026, fixé à 3,35 millions de véhicules.

Si les ventes se poursuivent au rythme actuel de plus de 291.000 par mois durant le reste de l'année, la société atteindra son objectif annuel pour la première fois en 11 ans.

Kia n'y est en effet jamais parvenu depuis 2014, année où il avait par ailleurs vendu plus de 3 millions de voiture sur le marché mondial pour la première fois de son histoire.

Ces ventes solides enregistrées depuis le début de l'année seraient dues au lancement de nouveaux modèles répondant aux demandes propres à chaque région au niveau de la motorisation, ont indiqué les observateurs du secteur.

Kia a lancé plusieurs nouveaux modèles, dont le pick-up de taille moyenne Tasman et deux nouveaux voitures entièrement électriques, EV4 et EV5.

Rien qu'au troisième trimestre, les ventes de véhicule électriques hybrides aux Etats-Unis ont bondi de 118% sur un an pour atteindre environ 69.000 unités, ce qui a permis à l'entreprise d'obtenir pour la première fois plus de 10% de part de marché aux Etats-Unis.

Les ventes mondiales de véhicules électriques (VE) ont également augmenté de 75,4% par rapport à l'année dernière, et l'Europe de l'Oust représentait environ la moitié du total.

Kia compte poursuivre ce qu'elle qualifie de «cycle vertueux», en lançant une série de modèles redessinés et de nouveaux modèles entièrement renouvelés.

Lors d'une récente réunion avec des investisseurs institutionnels, le constructeur a déclaré qu'il prévoyait de lancer une version remaniée de sa berline K5 de taille moyenne en mars, ainsi que des modèles entièrement revus de son minivan Carnival et de son SUV Sorento en 2028.

Kia s'attend à des ventes totales s'élevant à plus de 3,4 millions de véhicules en 2027.

R.E

ACTUALITÉS INTERNATIONALES

SOMMET DES PARTIS POLITIQUES AFRICAINS

TOUTE L'AFRIQUE RÊVE D'UN CONTINENT DE PAIX

Le président du Parlement panafricain (PAP), M. Fateh Boutbig, a annoncé depuis Addis-Abeba, en Éthiopie, une initiative. Celle-ci vise à organiser en 2027 une conférence continentale des partis politiques. Cette conférence portera sur la prévention des conflits et la promotion de la paix et de la stabilité en Afrique. Elle veut créer un espace de dialogue et de concertation entre les dirigeants des partis politiques et les parlementaires. Elle veut aussi développer des mécanismes communs d'alerte précoce et de diplomatie politique.

Par Yacine Boudali

Cette annonce a été faite lors de sa participation à la séance de clôture du deuxième Sommet africain des partis politiques. Ce sommet s'est tenu à Addis-Abeba du 5 au 7 novembre courant. Son thème était : « Gouverner pour la croissance : les partis politiques, architectes de l'avenir économique de l'Afrique ». Il s'est terminé par l'adoption de la « Déclaration d'Addis-Abeba » et l'approbation d'un ensemble de mécanismes. Ces mécanismes visent à renforcer le rôle des partis politiques dans la gouvernance, la transformation économique et le développement durable.

M. Boutbig a précisé que la conférence prévue en 2027 vise à offrir un cadre continental d'échange d'expertises entre les chefs des partis politiques et les parlementaires. Ce cadre sera mis en place en coordination avec les organes de l'Union africaine et les instances chargées de la paix et de la sécurité. L'objectif est de développer des approches communes en matière d'alerte précoce, de prévention des conflits et de renforcement du rôle de la diplomatie partisane et parlementaire dans la consolidation de la paix et de la stabilité.

Le président du PAP a également souligné que le développement durable ne peut pas être réalisé sans paix, sans sécurité et sans institutions fortes. Il a appelé les partis politiques africains à assumer pleinement leurs responsabilités. Ils doivent ancrer une



culture du dialogue, du consensus, de la prévention des crises et du renforcement de la cohésion sociale.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des conclusions du Sommet. La Déclaration d'Addis-Abeba a permis de mettre en place un cadre continental. Ce cadre vise à renforcer le leadership politique et la gouvernance démocratique. Il vise aussi à activer le rôle des partis dans la réalisation de la transformation économique et du développement durable. Il insiste sur le respect des principes constitutionnels, du pluralisme politique, de l'État de droit et de la responsabilité démocratique. Il insiste également sur le rejet des changements anticonstitutionnels de gouvernements.

Pour traduire ces orientations en structures et mécanismes opérationnels, les participants ont adopté la Charte de l'Initiative des partis politiques africains (APPI). Cette charte définit son cadre institutionnel et organisationnel ainsi que ses mécanismes de gouvernance sous l'égide du Centre africain de gouvernance (IAG). Les participants ont en outre approuvé la première direction du Bureau de l'Initiative pour un mandat de trois ans. Les participants sont également convenus de lancer un processus consultatif continental inclusif. Ce processus vise à élaborer « l'Agenda APPI 2040 ». Il s'agit d'une vision politique commune. Elle vise à traduire les ambitions de développement du continent en programmes politiques et en engagements réalisables, en cohérence avec l'Agenda 2063 de l'UA.

De plus, les conclusions préconisent la création du Conseil des écoles et instituts des partis politiques africains (CAPPSI) et de l'Académie politique pour le leadership transformationnel (PATL). Elles prévoient aussi de renforcer la participation des jeunes et des femmes. Cela se fera à travers des plateformes continentales permanentes dédiées au leadership et à la participation politique. Elles prévoient enfin l'adoption de mécanismes institutionnels pour le suivi de la mise en œuvre des engagements, l'échange des expériences nationales et l'élaboration des rapports périodiques sur les progrès réalisés.

Au terme des travaux du Sommet, le président du PAP a appelé à transformer ses conclusions en programmes d'action tangibles. Il a aussi appelé à instaurer un dialogue institutionnel durable. Dans ce dialogue, les efforts des partis, des parlements et des gouvernements se conjuguent. Cela renforce la capacité du continent à faire face aux défis économiques, sécuritaires et géopolitiques et à consacrer sa souveraineté dans ses choix de développement.

Y.B

GHAZA

FAUTE DE MOYENS, SEULES 218 INTERVENTIONS RÉALISÉES APRÈS LES PREMIÈRES PLUIES DE L'HIVER

La Direction générale de la Défense civile à Ghaza a indiqué avoir reçu 2.166 appels de détresse depuis le début des premières intempéries hivernales, regrettant que ses équipes n'ont pu effectuer que 218 interventions, faute de moyens matériels et d'équipement suffisants pour répondre à l'ampleur des inondations qui touchent plusieurs régions de la région de Ghaza Elle a indiqué, dans un communiqué publié samedi, avoir décrété l'état d'alerte maximale afin de faire face aux conséquences du premier épisode dépressionnaire pluvieux de la saison hivernale.

Les fortes précipitations ont provoqué des inondations dans plusieurs régions du territoire palestinien, submergeant des dizaines de camps de déplacés, des tentes, des centres d'hébergement et des quartiers résidentiels entiers, a relevé la même source, précisant que le niveaux des eaux aurait atteint jusqu'à 1,5 mètre.

La Défense civile a fait savoir que depuis le début des intempéries, les salles d'opérations ont reçu 2.166 appels de détresse émanant de familles sinistrées, de responsables de camps de déplacés et de centres d'accueil. Toutefois, les équipes de secours, mobilisées avec les municipalités et les organismes compétents, n'ont pu répondre qu'à 218 demandes, alors que pour les autres appels, elles ont dû se limiter à transmettre des consignes aux familles menacées par les eaux, faute de moyens suffisants, note le communiqué.

La Défense civile met en garde contre une aggravation de la situation dans les prochains mois, les prévisions météorologiques annonçant un hiver particulièrement pluvieux, accompagné de tempêtes.

Elle réitère son appel à la communauté internationale à exercer une pression effective sur l'entité sioniste pour autoriser l'entrée des équipements et des engins de secours nécessaires aux interventions hivernales.

Elle réclame également l'acheminement urgent de tentes, de bâches en plastique et de logements mobiles pour abriter les déplacés, ainsi que la fourniture de carburant indispensable au fonctionnement de ses équipes.

Par ailleurs, l'organisme exhorte les pays garants du cessez-le-feu et le Comité national chargé de l'administration de Ghaza à intervenir immédiatement pour protéger les populations, qui risquent d'affronter l'hiver sans abris adaptés ni moyens suffisants pour faire face aux intempéries.

RI

IRAN

DEUX PÉTROLIERS ONT HEURTÉ DES MINES DANS LE DÉTROIT D'ORMUZ

La marine du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) d'Iran a déclaré dimanche que deux pétroliers "en infraction" qui tentaient d'emprunter une route "non autorisée" dans le détroit d'Ormuz avaient pris feu après avoir heurté des mines navales.

Dans un communiqué publié sur Sepah News, média officiel du CGRI, la marine a précisé qu'un pétrolier avait heurté des mines dans la partie orientale du détroit et que l'autre en avait heurté en traversant le passage maritime.

Les deux navires avaient désactivé leurs systèmes de navigation et de GPS et étaient en proie aux flammes à la suite des explosions, a-t-elle ajouté.

Le CGRI a averti que tout navire coopérant avec l'armée américaine et pénétrant dans la zone "non autorisée" du détroit au mépris de la réglementation iranienne heurterait "à coup sûr" des mines navales.

Le 28 février, l'Iran a resserré son contrôle sur le détroit d'Ormuz, interdisant le passage aux navires appartenant à Israël et aux Etats-Unis ou affiliés à ces deux pays, à la suite des frappes conjointes menées par ces derniers contre le territoire iranien. De leur côté, les Etats-Unis ont également imposé un blocus naval à l'Iran.

RI

SCIENCES ET HAUTE TECHNOLOGIE

LA DEEP TECH, LE VÉRITABLE DÉFI

ALGER ACCUEILLERA LA 5e CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP EN DÉCEMBRE

La 5e édition de la Conférence africaine des start-up se tiendra du 5 au 7 décembre prochain au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger. Plus de 25 000 participants, dont des responsables gouvernementaux, investisseurs et experts internationaux, sont attendus pour ce rendez-vous présenté comme le plus grand événement technologique du continent.

Par Yakout Abina



Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a souligné avant-hier à Alger l'importance croissante de la Conférence africaine des start-up sur les plans continental et international. Organisé chaque année par l'Algérie, cet événement est devenu, selon lui, « le plus grand rendez-vous technologique en Afrique ».

S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation de cette manifestation, prévue du 5 au 7 décembre au CIC Abdelatif-Rahal, le ministre a indiqué que plus de 25 000 participants sont attendus, parmi lsquels 40 délégations ministérielles du continent, plus de 150 investisseurs ainsi que plus de 100 experts internationaux spécialisés dans les technologies émergentes et l'intelligence artificielle.

En plus des start-up africaines, plusieurs organisations et start-up de différents pays, notamment d'Arabie saoudite, d'Allemagne, d'Italie et de Russie, prendront part à cette rencontre. Des agences onusiennes et diverses organisations liées au monde l'entrepreneuriat et à l'innovation ont également confirmé leur présence.

Le ministre a rappelé que les précédentes éditions ont permis d'aboutir à des résolutions reprises au niveau de l'Union africaine. Il a précisé que les conclusions de la quatrième édition, organisée l'an dernier en Algérie, ont été approuvées vendredi dernier au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba.

Placée sous le thème « La Deep Tech, le véritable défi », cette nouvelle édition intervient dans un contexte marqué par l'essor rapide des technologies de pointe en Afrique. Selon les données citées par les organisateurs, les financements consacrés à la Deep Tech sur le continent sont passés de 86 millions de dollars en 2015 à 1,2 milliard de dollars en 2023.

Les organisateurs présentent cette rencontre comme une étape stratégique pour renforcer la souveraineté technologique africaine. Elle réunira décideurs publics, investisseurs, entrepreneurs et experts afin de favoriser les partenariats, les échanges d'expertise et le développement de nouveaux projets innovants. L'événement ambitionne également de mettre en lumière la capacité des start-up africaines à proposer des solutions dans des secteurs stratégiques tels que les données, l'intelligence artificielle, la santé et l'énergie et à contribuer aux grandes transformations technologiques du continent.

Durant trois jours, ministres, représentants du secteur privé, investisseurs, centres technologiques et compétences africaines à l'étranger, participeront à des échanges visant à déboucher sur des recommandations exécutables au bénéfice des startupers aux différentes parties dans l'écosystème africain.

Quatre grands axes sont inscrits au programme dont la souveraineté numérique et l'intelligence artificielle, les ressources stratégiques et l'énergie, la santé et le capital humain, ainsi que l'entrepreneuriat féminin dans la Deep Tech.

Y.A

INDUSTRIE AUTOMOBILES

CE CONSTRUCTEUR CHINOIS VEUT LUI AUSSI PRODUIRE EN EUROPE POUR ÉVITER LES TAXES

Après BYD et Leapmotor, Great Wall Motor souhaite à son tour renforcer sa présence industrielle en Europe. Le constructeur chinois prévoit de produire son SUV électrique Ora 5 en Bulgarie dès 2027, avec des ambitions bien plus importantes à moyen terme.

Après une vague d'arrivée de constructeurs chinois en Europe qui importent leurs modèles hybrides ou électriques produits sur le Vieux Continent, ces nouveaux acteurs cherchent pour certains à installer une partie de leur production en Europe. C'est désormais le cas de Great Wall Motor (GWM), qui va s'appuyer sur la Hongrie.

L'Europe accueille de nouveaux investisseurs

Si les constructeurs chinois sont toujours mal vus par la concurrence européenne puisqu'ils arrivent avec de fortes ambitions et parfois des modèles très concurrentiels, les pays d'Europe changent peu à peu leur vision du sujet. Si l'Europe a d'abord mis des barrières à l'entrée pour favoriser les constructeurs européens historiques, la perspective de voir les constructeurs chinois investir en Europe pour produire des véhicules séduit certains pays.

Great Wall Motor s'affaire à démarrer une production européenne pour ses véhicules électriques dès 2027. Le constructeur, dont le nom signifie littéralement « La Grande Muraille », devrait produire son SUV Ora 5 en Bulgarie chez Litex Motors. Dans le cadre des activités de GWM, cette collaboration n'est pas vraiment nouvelle : la société bulgare produisait déjà pour Great Wall Motor des véhicules à partir de kits expédiés depuis la Chine.

Et le cas de Great Wall Motor n'est pas isolé. Plusieurs constructeurs chinois veulent produire en Europe pour éviter les taxes d'importation appliquées par l'Europe sur les véhicules électriques produits en Chine. BYD a construit une usine en Hongrie pour la production des BYD Dolphin Surf et BYD Atto 2, MG s'intéresse à des sites de production en Espagne et Dongfeng devrait voir certains modèles être produits dans l'usine Stellantis de Rennes, tout comme Leapmotor produit les B10 et C10 dans l'usine de Saragosse de Stellantis. Cela permet de stimuler l'appareil industriel européen, qui avait vu son activité ralentir à mesure que les ventes de voitures neuves se sont réduites.

Des objectifs ambitieux

Si GWM prévoit de produire son SUV électrique Ora 5 en Bulgarie, c'est que la marque a des objectifs ambitieux. Pour l'instant, seul ce modèle électrique au format plutôt adapté à l'Europe sera produit sur le Vieux Continent, mais plusieurs modèles devraient le rejoindre dans l'usine de Litex Motors. En effet, Great Wall Motor a un objectif de 60 000 ventes annuelles en 2027, mais espère produire 300 000 véhicules en Europe d'ici deux ans. On dépasse alors le stade de la petite production en Europe d'un modèle spécifique pour éviter les taxes : GWM semble vouloir mettre un pied en Europe en étant très ambitieux sur les volumes de production.

Avec cette production en Europe, GWM pourrait éviter les 30,7 % de taxes d'importation que l'Europe applique sur ses voitures électriques produites en Chine. Ce qui pourrait grandement améliorer la compétitivité tarifaire de ses produits. En revanche, l'obtention du bonus écologique n'est pas garantie en France, car il s'agit d'une production à partir de kits venant de Chine. L'histoire nous a montré, avec les kits de la Leapmotor T03 assemblée à Tychy, en Pologne, que cette stratégie n'était pas toujours suffisante pour satisfaire à l'écoscore nécessaire à la prime Coup de pouce CEE en France.

RSHT

CONCEPTION DE PUCES

L'EUROPE DÉBOURSE 525 MILLIONS POUR SORTIR DU NÉANT

Moins de 1 % des revenus mondiaux de la conception de puces : c'est le poids des Européens. Bruxelles sort 525 millions d'euros pour tenter d'inverser la vapeur, start-up en tête.

La Commission européenne a lancé le 4 novembre à Bruxelles sa plateforme européenne de conception de puces, présentée comme une pièce maîtresse du Chips Act. L'enveloppe atteint 525 millions d'euros, 285 millions tirés du budget de l'Union et 240 millions apportés par les États participants de l'entreprise commune « Semi-conducteurs ». Dans le détail, 440 millions partiront en subventions, les 85 restants finançant la plateforme cloud, le support et des outils de conception open source.

Jusqu'à 16 millions d'euros par jeune pousse

Le guichet s'adresse aux start-up, aux PME et aux chercheurs du secteur. Il mutualise l'accès aux logiciels de conception, aux blocs de propriété intellectuelle et aux capacités de fabrication, les postes les plus coûteux du métier. Les débutantes pourront décrocher jusqu'à 100 000 euros pour un prototype de faisabilité, les plus avancées jusqu'à 16 millions d'euros pour mener une puce à la commercialisation. « La plateforme européenne de conception donne à nos start-up et PME des puces le soutien dont elles ont besoin », avance Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive de la Commission chargée de la souveraineté technologique.

Vingt start-up suivent déjà les programmes d'accompagnement maison, et le réseau européen des centres de compétence guidera les candidatures. Le consortium aux manettes est mené par l'institut belge imec, où le CEA représenterait la France, pour un chantier qui s'étirerait jusqu'à fin 2028.

Les concepteurs européens pèsent aujourd'hui moins de 1 % des revenus mondiaux du segment, un chiffre avancé par la Commission elle-même. La Cour des comptes européenne jugeait en 2025 « très improbable » l'objectif de 20 % du marché mondial des puces en 2030, la trajectoire plafonnant à 11,7 %. Bruxelles a depuis remis l'ouvrage sur le métier avec le Chips Act 2.0, proposé le 3 juin.

RSHT

ENVIRONNEMENT

OUVERTURE AUJOURD'HUI DE LA COP31 À ANTALYA

L'ALGÉRIE Y PRÉSENTERA UN PROGRAMME EXCEPTIONNEL

La 31e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP31) s'ouvre lundi à Antalya, en Turquie. Elle sera très importante : il faudra transformer les engagements climatiques mondiaux en actions réelles, réduire concrètement les émissions et avancer vers des économies plus écologiques.

Par Halim Derdar



Les travaux commenceront à l'Antalya Expo Center par la séance d'ouverture officielle, suivie tout de suite des sessions techniques.

La Turquie accueille l'événement et en assure la présidence (du 9 au 20 novembre). L'Australie, en lien étroit avec les États insulaires du Pacifique, dirige la partie technique des négociations.

Les 11 et 12 novembre aura lieu le Sommet mondial des dirigeants. Il réunira les chefs d'État et de gouvernement pour donner l'élan politique nécessaire aux négociations.

Du 16 au 20 novembre, la réunion ministérielle de haut niveau ouvrira une seconde semaine décisive. Les ministres de l'Environnement s'engageront directement pour débloquer les derniers arbitrages.

L'électrification globale est le thème prioritaire de cette édition. Elle se traduit par l'initiative « 35 by 35 », qui vise un passage massif aux mobilités et aux infrastructures électriques d'ici 2035.

Les discussions porteront aussi sur une transition énergétique juste. Il s'agira de définir des mécanismes financiers et techniques pour que l'abandon progressif des énergies fossiles ne freine pas le développement économique des nations les plus vulnérables.

Une attention particulière sera aussi accordée à la résilience des ressources vitales. Des initiatives ciblées porteront sur la sécurité alimentaire, la gestion de la rareté de l'eau, la décarbonation de l'industrie lourde et la préservation des écosystèmes océaniques.

À Antalya, les délégations devront absolument transformer les engagements écrits précédents en feuilles de route applicables. Cela implique d'abord l'évaluation et la soumission formelle de la version 3.0 des Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Ces contributions fixent les trajectoires nationales de réduction des gaz à effet de serre pour la prochaine décennie.

Les débats s'annoncent aussi complexes autour du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) et de l'intégration des barrières tarifaires climatiques dans les règles du commerce multilatéral.

L'enjeu central de cette conférence est la capacité des États à agir face aux avertissements scientifiques. Ces derniers annoncent un dépassement temporaire du seuil critique de réchauffement de 1,5 degré.

Les discussions devront toutefois tenir compte de contraintes géopolitiques majeures. La première est le financement climatique destiné aux pays du Sud. Ce point reste une source de friction persistante concernant l'accès aux fonds d'adaptation et de compensation des pertes et dommages.

L'Algérie participe avec un « programme exceptionnel »

L'Algérie participera à la COP31 avec un « programme exceptionnel ». Ce programme vise à mettre en lumière les avancées importantes réalisées dans la construction de son cadre national d'action climatique, en cohérence avec ses engagements internationaux.

Ce programme a été récemment mis en avant par la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, lors d'un atelier national sur le financement climatique et les marchés du carbone. Il consacre l'intégration systématique de la dimension climatique dans les politiques publiques de développement.

L'Algérie a déposé la version actualisée de sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN) auprès du secrétariat de la CCNUCC. Pour elle, l'action climatique est désormais un levier de diversification économique et d'investissement productif, conforme aux priorités nationales.

La stratégie nationale en la matière sera présentée à Antalya. Elle repose sur des piliers techniques et institutionnels majeurs. Le premier est le Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNACC) à l'horizon 2035. Élaboré en coordination intersectorielle avec l'accompagnement des Nations unies, ce plan sert de document de référence pour le diagnostic des risques et l'application des mesures nécessaires.

Parallèlement, l'Algérie mise sur le renforcement de ses systèmes de mesure, de notification et de vérification (MRV). Elle veut aussi améliorer son système national de surveillance et d'alerte, tout en renforçant son partenariat avec les instances onusiennes.

La COP31 sera également un cadre propice pour que l'Algérie contribue activement aux débats internationaux. L'objectif est de concevoir « une stratégie nationale intégrée », capable de définir les normes régissant les marchés du carbone selon une « approche participative ». Cette approche doit assurer un équilibre strict entre le développement économique national et la préservation écologique, a souligné Mme Krikou.

La transition climatique redéfinit les flux d'investissement et les modes de production mondiaux. Face à cela, l'Algérie entend réaffirmer à Antalya sa position en faveur d'une « gouvernance climatique internationale juste, solidaire et respectueuse des choix souverains de développement ».

H.D

SANTÉ ET

RESSOURCES NATURELLES VITALES

L'EAU CONVOITÉE ENTRE VIE ET PROFIT

Par Chaimaa Sadou

Indispensable à la santé, à l'agriculture et au développement, l'eau douce devient une ressource de plus en plus disputée. Sous l'effet du changement climatique, de la croissance des besoins et des inégalités d'accès, sa gestion soulève des enjeux environnementaux, sociaux et géopolitiques majeurs.

Au bord du Nil, des agriculteurs égyptiens scrutent le niveau du fleuve avec inquiétude. Plus en amont, en Éthiopie, le barrage de la Renaissance est entré en service. Entre les deux pays, un même cours d'eau, une même préoccupation : le contrôle de l'eau conditionne la vie de millions de personnes. Cette scène, banale en apparence, résume l'un des grands défis du siècle.

L'eau paraît abondante. Elle ne l'est pas : moins de 1% de l'eau disponible sur Terre est facilement accessible aux sociétés humaines. Sa répartition est très inégale, alors que les sécheresses, la pollution, la surexploitation des nappes souterraines et l'urbanisation accentuent la pression sur les réserves. Le changement climatique aggrave cette situation en modifiant les précipitations, en multipliant les épisodes de chaleur et en fragilisant les ressources dont dépendent des millions de personnes. Selon les Nations unies, 2,2 milliards de personnes n'avaient pas accès, en 2022, à une eau potable gérée en toute sécurité.

Cette tension pose une question essentielle : l'eau doit-elle être considérée comme une marchandise ordinaire ou comme un bien indispensable à la vie ? Sa distribution et son traitement exigent des investissements importants, assurés par les services publics et, dans certains cas, par des entreprises. Mais la recherche de rentabilité ne saurait primer sur le droit des populations à disposer d'une eau potable, en quantité suffisante et à un prix accessible. Sa gestion exige transparence, contrôle et solidarité envers les populations vulnérables. La pression ne s'arrête pas aux frontières. De nombreux fleuves traversent plusieurs pays, obligeant leurs riverains à partager une ressource commune. Sur le Nil, le barrage éthiopien de la Renaissance, destiné notamment à produire de l'électricité, a ravivé les inquiétudes de l'Égypte et du Soudan quant à son remplissage et à sa gestion. L'Égypte, qui dépend presque entièrement du Nil pour son approvisionnement en eau, considère toute réduction importante du débit comme une menace majeure.

Dans le bassin de l'Indus, partagé par l'Inde et le Pakistan, les désaccords autour du traité de 1960 et les tensions politiques rappellent combien la sécurité hydrique peut devenir un enjeu stratégique. Au Moyen-Orient, le Jourdain et les ressources des territoires palestiniens illustrent également les fortes inégalités d'accès et les difficultés de coopération. Il ne s'agit pas nécessairement de guerres déclenchées par l'eau, mais de rapports de force où le contrôle des barrages et des infrastructures devient un moyen de négociation, voire un instrument de pression.

À ces rivalités s'ajoutent des usages concurrents à l'intérieur même des pays. L'agriculture concentre environ 70% des prélèvements mondiaux d'eau douce. L'industrie, l'énergie et les besoins domestiques sollicitent également les réserves. Dans certaines régions, les prélèvements excessifs épuisent les nappes, tandis que les rejets polluants réduisent la quantité d'eau réellement utilisable. Les réseaux vétustes, les pratiques agricoles peu économes et certains usages récréatifs, notamment l'arrosage des golfs et le remplissage des piscines, accentuent ces déséquilibres. Face à ces défis, plusieurs pays investissent dans le dessalement de l'eau de mer, la récupération des eaux pluviales et la modernisation de l'irrigation. Ces solutions restent toutefois coûteuses et ne remplacent pas une gestion responsable de la ressource. Réparer les réseaux, réduire les fuites, protéger les zones humides, traiter et réutiliser les eaux usées demeurent des priorités essentielles.

L'enjeu dépasse largement le robinet. L'eau est au cœur de la sécurité alimentaire : cultures, élevage, transformation des aliments et hygiène en dépendent. Lorsqu'elle manque ou devient trop chère, les récoltes diminuent et le prix des denrées peut augmenter, fragilisant d'abord les ménages modestes. À l'école aussi, ses effets sont directs. Un enfant déshydraté ou qui n'a pas pris un petit-déjeuner suffisant peut éprouver davantage de difficultés à rester attentif et à assimiler les notions enseignées. Une alimentation équilibrée, de l'eau potable et des repas scolaires de qualité favorisent sa santé, sa concentration et ses apprentissages.

La protection de l'eau exige également des données fiables, des contrôles et une planification à long terme. Entre pays partageant un même bassin, le dialogue, l'échange d'informations et des accords appliqués de bonne foi restent indispensables pour prévenir l'escalade des tensions.

L'eau ne peut être réduite à sa valeur marchande. Elle est à la fois un patrimoine naturel, une condition de dignité et un fondement de la stabilité des sociétés. La protéger et la partager équitablement, c'est préserver les écosystèmes, la santé des enfants, la sécurité alimentaire et, au-delà, les chances de paix.

C.S

ACTUALITÉS SOCIO-CULTURELLES

COUSCOUS ET PÂTES TRADITIONNELLES

UN SALON DE TROIS JOURS AVEC PLUS DE 80 EXPOSANTS DE 20 WILAYAS

Le salon national du couscous et des pâtes traditionnelles a ouvert ses portes dimanche à la maison de l'artisanat et des métiers (CAM) de Mila. Il a pour thème « l'authenticité renouvelée dans chaque plat » et réunit des exposants de plusieurs wilayas du pays.

Par Yousra Dali

La manifestation est organisée par la chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM). Elle propose une exposition de pâtes, de plats et de pâtisseries traditionnelles des wilayas participantes. On y trouve aussi des stands de produits artisanaux variés : costumes traditionnels, ustensiles, bibelots, articles en bois et en cuivre. C'est ce qu'a indiqué à l'APS Yacine Bouterif, directeur de la CAM.

Pendant ces trois jours, un concours sera organisé pour désigner « le meilleur plat de couscous », « le meilleur stand » et « le meilleur atelier de métier ».

Plus de 80 participants de 20 wilayas, dont Djelfa, Illizi, Sétif, Biskra, Oum El Bouaghi, Tébessa et Mila, sont présents. Les concours commencent lundi, selon le même responsable.

Parmi les participantes, Fatima Zidouri, artisane pâtissière de la wilaya d'Illizi, explique que « ce salon permet de faire connaître le patrimoine culinaire de chaque wilaya et de promouvoir les plats traditionnels, notamment le couscous, dont la préparation diffère d'une wilaya à l'autre ».

Elle précise aussi qu'elle participe au concours du meilleur plat de couscous avec un plat traditionnel targui, le « couscous Talebdjat », préparé à base de viande de chameau.

Y.D



CASNOS

LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AUPRÈS DES AGRICULTEURS ET DES ÉLEVEURS

Par Ali Boudefel

Depuis le mois de mai, l'antenne de Tindouf de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) organise des campagnes de sensibilisation et des sorties sur le terrain pour les agriculteurs et les éleveurs. Le but : les encourager à s'affilier à la sécurité sociale et leur expliquer les avantages de la couverture sociale, ainsi que les facilités pour payer leurs cotisations en ligne.

Ces campagnes servent aussi à montrer les prestations offertes par la caisse aux assurés et à leurs familles, notamment l'assurance maladie, la prise en charge des médicaments, ainsi que la couverture en cas d'invalidité et de décès. Elles expliquent aussi pourquoi l'affiliation est importante : elle protège l'agriculteur et sa famille.

Le directeur de l'antenne de la wilaya, Abdelaziz Berhami, a indiqué que les services de la caisse ont renforcé leurs efforts pour se rapprocher des agriculteurs et des éleveurs. Pour cela, ils travaillent davantage avec la Chambre de l'agriculture et organisent des sorties sur le terrain, en tenant compte des particularités de leurs activités et de leurs conditions de travail, notamment leurs déplacements entre les exploitations agricoles, les zones de pâturage et les régions frontalières.

Il a ajouté que ces actions ont donné des résultats positifs : le nombre d'agriculteurs affiliés a presque doublé en 2026 par rapport aux années précédentes. Concernant les facilités, le même responsable a souligné que les agriculteurs peuvent bénéficier de la couverture sociale avec une cotisation mensuelle d'environ 1 500 DA. Des facilités sont aussi proposées pour le paiement des cotisations, en tenant compte du fait que l'activité agricole est saisonnière et que les revenus des professionnels du secteur varient.

Ces campagnes font partie des efforts de la caisse pour élargir sa base d'adhérents et renforcer la culture de la sécurité sociale auprès des agriculteurs et des éleveurs. L'objectif est de leur garantir, ainsi qu'à leurs familles, l'accès à la protection et aux prestations sociales offertes par le système.

A.B

MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS

L'ALGÉRIE PARTICIPE À DJEDDAH À LA 6e CONFÉRENCE ET EXPOSITION DU HADJ

L'Algérie prend part, depuis hier dimanche et jusqu'au 11 novembre, à la 6e édition de "la Conférence et Exposition du Hadj ", qui se tient à Djeddah (Royaume d'Arabie saoudite), indique un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

Placée sous le slogan " De La Mecque au monde", cette manifestation connaît " une large participation des bureaux des affaires des pèlerins et des prestataires de services de différents pays du monde", précise la même source. La participation algérienne à ce rendez-vous s'inscrit dans le cadre du " renforcement de la coordination et de la coopération avec le ministère saoudien du Hadj et de la Omra, ainsi que du suivi des différentes dispositions relatives à la saison du Hadj 1448 de l'Hégire/2027, notamment celles liées aux services destinés aux pèlerins algériens, et de la finalisation des procédures et des contrats relatifs à l'hébergement, au transport, à la restauration et aux services sur le terrain, afin de garantir les meilleures conditions pour l'accomplissement des rites du Hadj ", ajoute le communiqué.

Le programme de cette manifestation prévoit la participation à "la rencontre consacrée aux chefs des bureaux des affaires des pèlerins avec le ministre saoudien du Hadj et de la Omra, ainsi qu'aux travaux de la Conférence et aux activités organisées en marge de cet événement", outre la découverte des dernières solutions et initiatives visant à développer le système des services du Hadj et à améliorer leur qualité au profit des hadjis.

A noter que la Conférence et Exposition du Hadj constitue "une plateforme internationale réunissant les différentes parties concernées par l'organisation de la saison du Hadj et la prise en charge des pèlerins, à travers des séances de dialogue, des rencontres spécialisées, des ateliers et des réunions d'affaires, ainsi qu'un salon spécialisé présentant les services et les solutions technologiques et opérationnelles dans les domaines du transport, de l'hébergement, de la santé, de l'hospitalité, des technologies et de l'innovation". La participation de l'Algérie à ce rendez-vous international traduit, selon le communiqué, " l'attachement du secteur des Affaires religieuses et des Wakfs, en coordination avec l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) et les différents secteurs concernés, à assurer un suivi précoce et une préparation rigoureuse de la saison du Hadj 1448 de l'Hégire/2027, et à renforcer la préparation du dispositif national du Hadj, de manière à garantir une prise en charge optimale des pèlerins algériens et leur accompagnement aux différentes étapes de leur voyage, depuis les préparatifs et le départ jusqu'à l'accomplissement des rites et le retour au pays".

Il convient de rappeler que la délégation algérienne participant à cette manifestation est conduite par le secrétaire général du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, RedouaneMaache.

Elle comprend également le directeur général de l'ONPO, Tahar Braik, ainsi que des cadres de l'administration centrale et de l'Office.

RS

POUR RÉDUIRE LES RISQUES DE CATASTROPHES

LANCEMENT NATIONAL DE L'INITIATIVE "ALERTES PRÉCOCES POUR TOUS"

Alger abrite, à partir de dimanche, le lancement national de l'initiative "Alertes précoces pour tous", qui vise à renforcer les capacités nationales en matière d'alerte précoce multirisques et les capacités de préparation et de réaction face aux catastrophes et aux urgences, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Cet événement s'étalant sur deux jours, avec la participation de représentants des secteurs ministériels, instances nationales et organismes techniques concernés, vise à "renforcer les capacités nationales en matière d'alerte précoce multirisques, à travers le développement des mécanismes d'évaluation, de détection et de prévision des risques, l'amélioration de la transmission des informations et des alertes aux citoyens et le renforcement des capacités de préparation et de réaction face aux catastrophes et aux urgences".

Il s'agit également d'un espace permettant de "coordonner les efforts entre les différents secteurs, acteurs nationaux et partenaires internationaux pour construire un système national intégré d'alerte précoce, à même de contribuer à sauver des vies et à protéger les biens".

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts internationaux visant à "assurer un accès universel aux services d'alerte précoce" et à "renforcer la culture de prévention et d'anticipation face aux catastrophes".

Cet événement enregistre la participation de plusieurs instances et organisations internationales, à l'instar du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) et de l'Union internationale de télécommunications (UIT).

R.C

ACTUALITÉS SPORTIVES

FOOT/SUPERCOUPE D'AFRIQUE 2026

2E TITRE AFRICAIN D'AFFILÉE POUR L'USMA

L'USM Alger a remporté l'édition 2026 de la Supercoupe d'Afrique de football, en battant les Sud-africains du Mamelodi Sundowns 3-1 (mi-temps 2-1), en match disputé dimanche après-midi, au stade Loftus Versfeld de Pretoria.

Il s'agit de la deuxième Supercoupe d'Afrique au palmarès de l'USMA, après celle de 2023, remportée le 15 septembre de ladite année, aux dépens des Egyptiens d'Al-Ahly SC (1-0).

Décidés à étoffer leur palmarès par un nouveau trophée continental, les Rouge et Noir ont abordé ce match avec conviction et ont réussi à ouvrir le score dès la quatrième minute de jeu, grâce au milieu de terrain Zakaria Draoui, ayant trompé la vigilance du gardien adverse d'un croisé à bout portant, après une belle passe en retrait de l'attaquant Ahmed Khaldi.

Vingt minutes plus tard, et suite à un cafouillage dans la surface de réparation algéroise, le défenseur central Achraf Abada a malencontreusement touché le ballon de la main, et après recours à la vidéo assistance à l'arbitrage (VAR), le referee a accordé un pénalty aux Sud-africains. Il a été transformé dans la foulée par l'attaquant international Iqraam Rayners (25'), qui a pris le portier Oussama Benbot à contre-pied.

Mais cette égalisation n'a pas affecté le moral des Usmistes outre mesure, puisqu'ils ont réussi à reprendre l'avantage au score moins de douze minutes plus tard, par le capitaine Saâdi Radouani, d'une tête rageuse au point de pénalty, après un corner bien botté côté droit par le meneur de jeu Farid Boulaya.

Le ballon a été repris une première fois par le défenseur central des Rouge et Noir, Ayoub Azzi, qui avait trouvé la barre transversale, avant de revenir sur Radouani, qui ne s'est pas fait prier pour doubler la mise.

Juste après la fin de la première mi-temps, des pluies diluviennes se sont abattues sur Pretoria et ses environs, ce qui retardé le coup d'envoi de la deuxième mi-temps d'une bonne quarantaine de minutes. Malgré cet imprévu, qui a perturbé le cours de la rencontre, les Usmistes ont gardé toute leur concentration, ce qui leur a permis de tuer le match, en ajoutant un troisième but, par l'intermédiaire d'Ahmed Khaldi, qui après une belle échappée sur l'aile droite, a repiqué vers l'axe, se plaçant ainsi sur son pied gauche, pour tromper le gardien sud-africain d'un tir bien brossé.

En fin de match, l'entraîneur des Mamelodi Sundowns a opéré plusieurs changements, et ses choix n'ont pas porté leurs fruits, puisque son équipe malgré son "réveil" offensif, n'est pas parvenue à revenir au score.

Rappelons que la première super-coupe d'Afrique de l'USM Alger s'était jouée au stade d'Al-Taïf, en Arabie saoudite, et c'est l'ancien capitaine des Rouge et Noir, Zineddine Belaïd qui avait inscrit le but de la victoire, d'une belle croisée, sur balle arrêtée.

L'USMA a infligé aux Mamelodi Sundowns leur première défaite cette saison, eux qui avant cette finale de la Supercoupe d'Afrique, restaient sur une série de 14 matchs sans défaite, toutes compétitions confondues.

Même leur élimination de l'actuelle édition de la Ligue des champions face aux Angolais de Wiliete s'est faite sur le score de (0-0 à l'aller) et (1-1au retour).

Grâce à sa consécration, l'USMA empochera une prime de 500.000 dollars, alors que les Mamelodi Sundowns auront droit à 250.000 dollars, suivant le nouveau barème des rémunérations financière, décidé par la Confédération africaine de football (CAF).

RS

CYCLISME / TOUR INTERNATIONAL DU BURKINA FASO 2026

LAGAB S'OFFRE LA DERNIÈRE ÉTAPE À OUAGADOUGOU

L'Algérien Azzedine Lagab a remporté la 10e et dernière étape du Tour international cycliste du Burkina Faso 2026, courue dimanche sur le Boulevard Thomas-Sankara à Ouagadougou.

Le vétéran algérien s'est imposé au sprint final à l'issue des 111,37 kilomètres de course, offrant ainsi une 7e victoire d'étape à l'Algérie sur les 10 disputées durant cette 37e édition de l'épreuve.

L'Algérie s'est particulièrement illustrée tout au long de cette 37e édition, la dernière en date ayant été remportée la veille lors de la 9e étape par Hamza Amari à Ziniaré. Elle a enchaîné les succès avec un triplé de Yacine Hamza, contraint de déclarer forfait suite à une chute à l'arrivée de la 7e étape. Deux victoires consécutives ont été également signées par Anes Riahi lors de la 7e et 8e étape.

Au classement général, le Burkinabè Paul Daumont a validé définitivement sa victoire finale et remporte ainsi le Tour du Faso 2026.

Il a réussi à protéger son maillot jaune lors du circuit fermé dans la capitale face aux assauts du Sud-Africain Gustav Basson, succédant ainsi à l'Allemand Daniel Bichlmann au palmarès de l'épreuve. La sélection nationale est composée de Laâgab Azzedine, Hamza Yacine, Ammari Hamza, Mimouni Abdellah Oussama, Assal Mohamed Nadjib et Riahi Anes. Elle est encadrée par l'entraîneur Abdelbasset Hannachi, assisté du mécanicien Fouad Hamza.

Pour rappel, cette édition du Tour du Burkina Faso, dont la distance totale est de 2.387,97 km, dont 1.399,97 km de course répartis sur dix étapes, a enregistré la participation de 12 équipes internationales.

RS

FOOT / LIGUE 1 MOBILIS (9E JOURNÉE)

L'ENTENTE RETOMBE DANS SES TRAVERS, L'OA ET LA JSK SE QUITTENT DOS À DOS

L'Entente de Sétif, après un bref sursaut d'orgueil, est retombée dans ses travers samedi soir, en concédant un nul à domicile face au MB Rouissat (1-1), dans le cadre de la neuvième journée de Ligue 1 Mobilis, ayant vu l'Olympique Akbou se neutraliser à domicile avec la JS Kabylie (0-0). Les choses avaient pourtant bien commencé pour l'Aigle Noir, ayant réussi à trouver le chemin des filets à la 53e minute de jeu, grâce à son maître à jouer Larbi Tabti (1-0), avant de concéder un pénalty à la 70e, et qui fut transformé dans la foulée par El Orfi (1-1). Un résultat qui arrange beaucoup plus les affaires de l'équipe visiteuse, car elle rejoint le MC Oran à la quatrième place du classement général, avec 15 points, alors que l'ESS reste scotchée à la neuvième place, avec neuf unités.

Un peu plus tôt dans l'après-midi, l'Olympique Akbou s'était lui aussi neutralisé à domicile avec la JS Kabylie (0-0). Un derby âprement disputé, mais qui a dû se terminer sans vainqueur, au grand dam des fans, qui s'étaient déplacés en grand nombre au Stade des Martyrs, pour assister à ce chaud duel.

Un résultat qui, là encore, arrange beaucoup plus les affaires des Canaris, car le point récolté dans La Soummam leur permet de rejoindre provisoirement le CR Belouizdad en tête du classement général, avec un capital de 17 points pour chaque club, alors que l'OA reste scotché à sa septième place, avec douze unités.

Les péripéties de cette neuvième journée se poursuivront dimanche, avec le déroulement de cinq autres rencontres inscrites à son programme, dont deux derbies algérois : JS El Biar - MC Alger et ES Ben Aknoun - CR Belouizdad.

Dans les autres matchs, le CR Aïn Témouchent se déplacera chez l'USM Khenchela, alors que l'US Biskra et la JS Saoura recevront respectivement l'ASO Chlef et le CS Constantine.

Pour sa part, le choc USM Alger - MC Oran, entre clubs de sommet de tableau, a dû être reporté à une date ultérieure, en raison de la participation des Rouge et Noir à la Supercoupe d'Afrique.

Ils disputeront la finale en un seul match, ce dimanche après-midi à Pretoria, contre les Sud-africains du Mamelodi Sundowns, vainqueurs de la Ligue des champions (C1), alors que l'USMA avait remporté Coupe de la Confédération (C3).

RS

HANDBALL

UNE JOURNÉE DE FORMATION AU PROFIT DES ENTRAÎNEURS, DES ARBITRES ET DES COMMISSAIRES DE MATCHS

La Ligue de wilaya de handball de Saïda a organisé, samedi, une journée de formation destinée aux entraîneurs des clubs affiliés à la ligue, ainsi qu'aux arbitres et aux commissaires de matchs, a-t-on appris auprès de cette instance sportive.

Cette rencontre a été consacrée à la présentation du nouveau logiciel adopté par la Fédération algérienne de handball, à l'explication de ses nouveautés et aux modalités de son utilisation lors des compétitions sportives, a-t-on précisé de même source.

Le programme de cette journée de formation, organisée au Centre des établissements de jeunes "Les Frères Abdelli", dans la ville de Saïda, a comporté une présentation des différentes nouveautés introduites par ce nouveau logiciel, notamment en matière de règles techniques et organisationnelles, ainsi que des mécanismes de leur application pendant les matchs.

Cette initiative vise à garantir une compréhension standardisée de ces dispositions par les entraîneurs, les arbitres et les commissaires de matchs, et à contribuer à une meilleure gestion des compétitions, ainsi qu'au respect des règlements adoptés par la Fédération algérienne de handball (FAH).

La journée de formation a enregistré la participation des entraîneurs de trois clubs évoluant dans la wilaya. Il s'agit du Mouloudia de Saïda, de Haoua Saïda et d'Afak Sidi-Boubekeur.

Ont également pris part à cette rencontre, l'ancien joueur international et actuel entraîneur de l'équipe de handball du Mouloudia de Saïda, Abderrahim Beriah, accompagné de son adjoint, Smaïl Arich, a souligné la même source.

Cette journée a constitué une occasion de renforcer les connaissances techniques et arbitrales des participants, grâce à des explications portant sur les aspects techniques et pratiques du nouveau logiciel. Elle a également permis des échanges d'expériences et des discussions autour des modalités de sa mise en application sur le terrain, dans le but d'améliorer les performances techniques et organisationnelles des compétitions.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par la Ligue de wilaya de handball pour promouvoir cette discipline à l'échelle de la wilaya et renforcer la formation continue, afin d'élever le niveau technique et arbitral et de développer davantage la pratique du handball.

RS

ACTUALITES SOCIOCULTURELLES

EVÈNEMENT CULTUREL MAJEUR DE CETTE FIN D'ANNÉE

LE SILA CLÔTURE SA 29e ÉDITION SUR UN BILAN RECORD ET ANNONCE OMAN COMME INVITÉ D'HONNEUR EN 2027

La 29e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA) a pris fin samedi à Alger, après plusieurs jours d'activités et une forte affluence du public. La cérémonie de clôture a été présidée par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda. Elle a été marquée par la remise de plusieurs prix et la distinction de personnalités du monde de la culture, de la littérature et de l'édition.

Par Saïd Slimani

La cérémonie s'est tenue à la salle Abou El Kacem Khammar, au pavillon Palestine du Palais des expositions des Pins maritimes (SAFEX). Plusieurs prix ont été remis à cette occasion, notamment celui de « Mon premier livre », dans sa troisième édition, le Prix de la traduction et le prix du meilleur stand. Des écrivains, des intellectuels ainsi que des partenaires et des sponsors du Salon ont également été récompensés.

Plusieurs personnalités ont assisté à cet événement, dont la présidente de la Cour constitutionnelle, Leïla Aslaoui, des représentants diplomatiques, des écrivains, des responsables de l'État et des représentants d'institutions nationales.

Dans son discours, la ministre de la Culture a rappelé l'importance du SILA, organisé sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Elle l'a présenté comme le plus grand rendez-vous culturel et populaire en Algérie et dans la région. Elle a également souligné que le Salon continue de grandir et d'attirer de plus en plus de participants, jusqu'à prendre une dimension internationale.

Malika Bendouda souhaite désormais donner au SILA une place encore plus importante dans le monde de l'édition. Pour elle, le Salon doit devenir un véritable espace de rencontre entre tous les professionnels du livre : éditeurs, auteurs, traducteurs et distributeurs. L'objectif est de renforcer l'industrie algérienne du livre, de faciliter sa diffusion à l'étranger et de faire connaître davantage la culture algérienne à travers ses écrivains, ses artistes et ses intellectuels.

La ministre a également insisté sur la nécessité de développer les échanges entre les maisons d'édition du monde entier. Elle a notamment évoqué les possibilités d'acquisition de droits d'édition et de traduction, ainsi que l'importance du livre numérique, des plateformes en ligne et des nouvelles technologies dans le secteur du livre.

Évoquant la participation de l'Arabie saoudite comme invité d'honneur de cette édition, Malika Bendouda s'est félicitée de la qualité de sa présence. Elle a salué un programme varié qui a permis au public de découvrir plusieurs aspects de la culture saoudienne. Elle a aussi adressé ses remerciements au ministre saoudien de la Culture, le prince Bader bin Abdullah bin Farhan Al Saoud.

À la fin de son intervention, la ministre a annoncé que le Sultanat d'Oman sera le pays invité d'honneur de la 30e édition du SILA.

De son côté, le commissaire du Salon, Mohamed Iguerb, a présenté les chiffres de cette édition, qui a enregistré une participation jamais atteinte auparavant. Au total, 1 567 maisons d'édition venues de 51 pays ont pris part à l'événement. Elles ont proposé près de 300 000 titres couvrant différents domaines.

La fréquentation a également atteint un niveau record. Selon le commissaire, le nombre de visiteurs s'élevait à 6 270 427 personnes au vendredi 6 novembre, à 20 heures.

Concernant les prix littéraires, le jury du concours « Mon premier livre », présidé par l'écrivaine et critique littéraire Inchirah Saâdi, a récompensé Meroua Ziane dans la catégorie du meilleur livre en langue arabe. En langue amazighe, le prix a été attribué à Dahia Hamitouche pour son roman.

En revanche, aucun prix n'a été décerné dans les catégories française et anglaise. Le jury a expliqué cette décision par le fait que les œuvres présentées ne répondaient pas suffisamment aux critères artistiques et littéraires retenus.

La présidente du jury a précisé que cette troisième édition avait reçu 70 œuvres de fiction écrites en arabe, en tamazight, en français et en anglais. Le Prix de la traduction, créé spécialement pour cette 29e édition, a été remis à l'écrivain et traducteur Mohamed Sari. Cette distinction vient récompenser son long parcours et son travail dans le domaine de la traduction.

Enfin, le prix du meilleur stand a été remporté par l'Arabie saoudite. La cérémonie s'est achevée par un hommage rendu à plusieurs personnalités du monde littéraire et intellectuel, ainsi qu'aux partenaires et sponsors ayant contribué à la réussite de cette édition du Salon international du livre d'Alger.

S.S

ÉCHANGES CULTURELS INTER-WILAYAS

KHENCHELA ACCUEILLE LA SEMAINE CULTURELLE DE LA WILAYA D'OULED DJELLAL

Par Malika Azeb

La wilaya de Khenchela accueille depuis le 7 novembre, la semaine culturelle de la wilaya d'Ouled Djellal, qui a été inaugurée samedi dernier au niveau de la maison de la culture Ali Souaihi.

L'ouverture officielle de cette manifestation, qui s'inscrit dans le cadre du programme d'échanges culturels inter-wilayas et de promotion du patrimoine culturel des différentes régions du pays, a été présidée par le directeur de la culture et des arts de la wilaya de Khenchela, Mohamed El Alouani, en présence de la commissaire du Festival culturel local des arts et cultures populaires de Khenchela, Samia Merzougui, et du directeur de la culture et des arts de la wilaya d'Ouled Djellal, Mounir Aissoug.

Une kheima traditionnelle a été installée dans le hall de la maison de la culture à l'intention de la délégation hôte des Zibans, constituée d'artistes, de poètes, de professeurs conférenciers, d'artistes plasticiens et d'une troupe artistique.

L'événement s'articule autour de la promotion de l'artisanat de la wilaya d'Ouled Djellal et de son art culinaire, à travers des expositions organisées tout au long de la semaine.

Le directeur de la culture de la wilaya de Khenchela s'est réjoui de la tenue de cette manifestation culturelle, qui s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de tutelle et vise à favoriser les échanges culturels entre les wilayas du pays, a-t-il rappelé. Elle permet ainsi aux artistes et aux acteurs du secteur culturel de faire connaître leur production et de faire admirer leur créativité dans différents domaines. Cette semaine culturelle constitue une occasion pour les deux régions de dynamiser la scène culturelle et de mieux faire connaître au public les us et coutumes de la wilaya d'Ouled Djellal, connue pour sa vocation pastorale et son patrimoine artisanal et culinaire, en mettant à l'honneur les traditions qui façonnent son identité locale.

Un riche programme a été élaboré pour cette occasion, a indiqué la commissaire du Festival culturel local des arts et cultures populaires de Khenchela, Samia Merzougui. Il comprend notamment des expositions de livres, de photographies et d'arts plastiques, présentant des œuvres d'artistes de la wilaya d'Ouled Djellal, en sus de spectacles folkloriques, de concerts de musique, de pièces théâtrales et de déclamations poétiques.

Pour le directeur de la culture et des arts de la wilaya d'Ouled Djellal, cet événement représente un voyage gratuit pour les habitants de Khenchela, qui pourront découvrir le riche patrimoine culturel de cette wilaya située aux portes du Sahara.

La population de Khenchela a bien accueilli cette manifestation qui, selon elle, contribue au renforcement des échanges culturels et à la connaissance des traditions et des coutumes des différentes régions du pays.

M.A

6,2 MILLIONS DE VISITEURS !

La 29e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA) a connu une fréquentation exceptionnelle. Plus de 6,2 millions de personnes ont visité le Salon jusqu'au vendredi 6 novembre, selon son commissaire, Mohamed Iguerb. Ce dernier a annoncé ces chiffres samedi, à l'occasion de la cérémonie de clôture organisée à Alger. Lors d'une conférence de presse tenue en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, de la présidente de la Cour constitutionnelle, Leïla Aslaoui, et de plusieurs personnalités, Mohamed Iguerb a précisé que le nombre exact de visiteurs avait atteint 6 270 427 à 20 heures, le vendredi 6 novembre.

La journée de vendredi a également enregistré un nouveau record avec 886 546 visiteurs, un chiffre qui témoigne du grand intérêt du public pour cette manifestation culturelle.

Organisée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, cette édition s'est aussi distinguée par une participation internationale particulièrement importante.

Au total, 1 567 maisons d'édition venues de 51 pays ont pris part à l'événement. Les exposants ont été répartis sur une superficie de 45 500 mètres carrés, offrant aux visiteurs un large choix de livres et de publications.

Le programme culturel a également été riche, avec près de 1 000 activités organisées. Des conférences, des rencontres littéraires et des soirées poétiques ont permis au public d'échanger avec des écrivains et des spécialistes de différents domaines.

Le commissaire du Salon a aussi indiqué que près de 300 000 titres étaient proposés cette année. Quelque 220 écrivains et intervenants venus d'Algérie, du monde arabe, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique ont également participé à cette édition.

Mohamed Iguerb a par ailleurs souligné l'importance de la participation de l'Arabie saoudite, invitée d'honneur de cette 29e édition. À travers un programme culturel varié et une présence remarquée, le pays a contribué à enrichir les activités du Salon et à renforcer les échanges culturels entre les deux pays.

Pour le commissaire du SILA, ces résultats confirment la place grandissante du Salon, qui s'impose désormais comme un rendez-vous majeur du livre et de la culture, non seulement en Algérie, mais aussi dans les espaces arabe, africain et international.

RC

DES FAITS ET DES VÉRITÉS...

GAZA

LA POPULATION CONFRONTÉE À UNE NOUVELLE FAMINE

(2e PARTIE ET FIN)

Mohammed Zayed, qui vit dans le même campement de tentes situé sur le littoral sablonneux à l'ouest de la ville de Gaza, a utilisé ce qu'il avait sous la main pour tenter d'ériger un mur de bâches et de couvertures autour de sa tente. Le vent faisait gonfler les morceaux de tissu et de bâche suspendus à de minces poteaux métalliques et à des morceaux de bois enfoncés dans le sol, reliés entre eux par des morceaux de fil de fer et de la corde.



Par Abdel Qader Sabbah
In mondialisation.ca

« Nous avons extrêmement, extrêmement peur de l'hiver »

« Ici, sur la plage, nous souffrons terriblement, tant en été qu'en hiver. Et maintenant, à l'approche de l'hiver, nous essayons de nous préparer car vivre ici est extrêmement difficile », a déclaré Zayed à Drop Site, le 14 octobre. « Ces tentes ne tiendront pas le coup car elles sont usées et tombent en morceaux. Elles ont trois ans maintenant. »

« Nous avons extrêmement, extrêmement peur de l'hiver », a-t-il poursuivi. « Nous essayons de recoudre les bâches et de bien fixer les poteaux métalliques. Nous essayons de réduire l'impact du vent, car sinon, il emportera tout. C'est très très difficile pour moi et pour tout le monde ici. Les tentes des gens sont usées, tombent en pièces, s'écroulent autour d'eux. Personne n'a les moyens de remplacer une tente ou de changer les bâches pour se préparer à l'hiver. »

« Tout cela n'est qu'une illusion », a-t-il déclaré en désignant les bâches. « Tout cela va être emporté par le vent. »

La tente de Zayed fait partie d'un immense campement situé sur la côte nord de Gaza. La quasi-totalité de la population de Gaza a été contrainte de se déplacer en raison de l'offensive israélienne, et de nombreuses familles ont été déplacées à plusieurs reprises.

La majorité des Palestiniens de Gaza vivent désormais entassés dans des campements de tentes. Des tentes délabrées occupent désormais tous les espaces ouverts : rues, places, stades, cours et champs sont envahis par ces campements.

Pluies torrentielles, Vents violents, inondations et températures glaciales.

L'absence d'abris adéquats a eu des conséquences désastreuses, voire mortelles, en particulier en hiver, avec des pluies torrentielles, des vents violents, des inondations et des températures glaciales. Au cours des trois derniers hivers, des Palestiniens — pour la plupart des nourrissons — sont morts d'hypothermie à Gaza après avoir été exposés aux intempéries, dont 11 enfants rien que l'hiver dernier.

« La situation humanitaire reste catastrophique, la quasi-totalité de la population continuant de survivre dans des tentes délabrées et des abris de fortune, se préparant à affronter un quatrième hiver sans protection adéquate contre le froid, le vent, la pluie et les risques d'inondation », a noté le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies [OCHA] dans son dernier rapport de situation publié la semaine dernière.

Depuis le cessez-le-feu, Israël a continué à progresser vers l'intérieur, élargissant la « ligne jaune» qui délimite sa zone de contrôle, repoussant ainsi les Palestiniens plus à l'ouest, sur à peine 30 % de l'enclave. Israël a également bloqué l'entrée de matériaux de reconstruction et de mobile-homes, et a fortement restreint le nombre de tentes et de matériaux d'abri autorisés à entrer à Gaza, en violation de l'accord.

« Les personnes déplacées avant l'annonce du cessez-le-feu n'ont que peu, voire aucune chance de retourner dans les zones qu'elles ont fui, dont la plupart sont inaccessibles car situées au-delà de la ligne jaune. Et elles continuent d'être déplacées encore et encore », a déclaré Ajith Sunghay, responsable des droits de l'homme de l'ONU dans les territoires occupés, dans un communiqué publié la semaine dernière.

« Il faut mettre un terme à ces souffrances. C'est la quatrième année de déplacement pour la plupart des Palestiniens de Gaza, le quatrième hiver passé dans des tentes trop fragiles pour résister à la pluie, et ils restent encore et toujours exposés aux tirs. »

Avant le génocide, Khalda Ghattas vivait dans un appartement du quartier de Tuffah, à Gaza. « Je vivais dans un immeuble protégé par du béton, où il faisait chaud, avec des matelas, des ensembles de meubles et des tapis. C'était vraiment un beau foyer », a-t-elle confié à Drop Site.

Aujourd'hui, elle vit dans une tente de fortune plantée dans le sable. « Ensuite, nous avons été déplacés vers le port. Le froid nous ronge déjà vivants. Nous ne parvenons pas à nous protéger du vent. »

« Où suis-je censée trouver cet argent ? »

Elle a poursuivi : « On installe une bâche, une autre tombe. On étend une couverture, elle tombe aussi. Et le plus gros problème, c'est que je n'ai pas les moyens d'acheter de bonnes bâches solides. Et même si j'en achetais une, j'aurais besoin de poteaux métalliques pour la maintenir en place. Nous n'avons rien. »

En raison de la grave pénurie, Ghattas a expliqué qu'une bâche pouvait coûter entre 180 et 200 shekels (environ 57 à 64 dollars). « Où suis-je censée trouver cet argent ? Je n'en ai tout simplement pas les moyens », a-t-elle expliqué.

« Nous sommes encore en automne, mais nous ne supportons déjà plus le vent. Et j'ai des enfants, comme vous pouvez le voir. J'ai tellement d'enfants, y compris des bébés. Cette petite fille souffre d'asthme, et j'ai des enfants atteints de maladies respiratoires. Je souffre de rhumatismes, et mon mari a des problèmes cardiaques. »

Nasser Al-Shanbari, qui a été déplacé de Beit Hanoun, au nord de Gaza, tient désormais un petit étal de rue à Gaza-Ville où il vend des bâches, des matelas, des draps et d'autres articles destinés à l'hébergement.

« Les bâches se font plus rares cette saison, les prix ont augmenté et les gens ont très peu d'argent », a déclaré Al-Shanbari à Drop Site. « Certaines des bâches que nous avons ne valent même rien. Celles que nous recevons ces derniers temps ne tiennent pas plus de deux ou trois mois face au vent et à la pluie avant de se déchirer. Les prix ont augmenté et les livraisons ont également diminué récemment. Nous les achetons à des particuliers et à des commerçants, mais les quantités disponibles sont très limitées. »

Il a poursuivi : « Une planche qui coûtait auparavant 10 shekels coûte désormais 150 shekels. Une petite quantité de clous qui coûtait auparavant 10 shekels coûte désormais 50. Tout cela coûte cher. Pour aménager un abri avec du bois, des clous et des bâches, il faudrait compter au moins environ 5000 shekels [environ 1600 dollars]. »

N'ayant guère d'autre recours, de nombreuses familles ont été contraintes de se réfugier dans des bâtiments gravement endommagés et menacés d'effondrement. Dans l'un des cas les plus meurtriers, au moins 21 Palestiniens, dont 12 enfants, ont été tués et 45 autres blessés lors de l'effondrement d'un immeuble résidentiel à Gaza-Ville en septembre. On estime que plus de 100 personnes s'étaient réfugiées dans ce bâtiment.

« Nous vivons dans une maison bombardée »

Mohammed Al-Shabrawi vit actuellement dans la maison familiale gravement endommagée du camp de réfugiés de Jabaliya, près de la ligne jaune. Comme presque tous les bâtiments de la région, sa maison a été bombardée pendant la guerre, tuant plusieurs membres de sa famille. Presque aucun mur n'est resté intact, et de nombreuses pièces sont exposées aux intempéries. Al-Shabrawi a pris l'habitude de fixer des bâches et des draps pour tenter de se protéger des intempéries. « Nous essayons de colmater les ouvertures avec des bâches et des bandes de tissu. Même le mur derrière moi est fait de bâche, et tout ce que vous voyez ici est recouvert de bâches. C'est extrêmement difficile pour nous de les acheter car elles sont très chères », a déclaré M. Al-Shabrawi à Drop Site.

« Nous vivons dans une maison bombardée… Nous avons du mal à couvrir les murs et le toit. Quand il pleuvra demain, tout le toit prendra l'eau. Il n'y a pas un seul endroit qui ne fuie et qui ne laisse pas l'eau se déverser sur nous. »

A.Q.S

NET

Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

IL ÉTAIT UNE FOIS ABDELHALIM RAÏS...

Décédé le 8 novembre 1979. Acteur et dramaturge algérien. Abdelhalim Raïs, Boualem Benraïs de son nom de naissance est un acteur, comédien de théâtre et dramaturge, né le 4 janvier 1924 à la Casbah d'Alger. Boualem BENRAÏS choisit le pseudo "Abdelhalim" du nom de Abdelhalim Hafid qu'il adulait tant. Il a grandi aux côtés des moudjahidines et a travaillé en tant que facteur, écrivain public et était aussi employé dans une société d'électricité et de gaz. Seulement, ce qui le passionnait était la chanson, la musique et la comédie. De temps en temps, il allait à la salle de répétition de Mahieddine-Bachtarzi (sise rue du Lézard à Alger) où, il a commencé à fréquenter et à connaître les artistes. Au début de sa carrière, alors qu'il n'avait que vingt ans, il commença à écrire des chansonnettes et à participer dans des pièces théâtrales. A cette époque en 1934 il écrit la pièce "El Yatime" ("L'orphelin", en arabe) et rejoint la troupe El Hilal El Djazairi dont il était un membre fondateur. En 1946, il part au Maroc où il joue dans deux films "Chadad El Adil" aux côtés de Djeloul Bach Djarah et Maarouf avec Mohamed Touri. De retour à Alger, il rejoint l'équipe de la Radio algérienne et commence à préparer des émissions portant sur le théâtre policier. En 1947, Mahieddine Bachtarzi - qui initie la saison du théâtre arabe à l'ex-Opéra



d'Alger (actuellement le Théâtre National) - présente avec Mustapha Kateb la pièce "Monserrat". Cette dernière est présentée pour la première fois au public algérien par la troupe du MTLD (dont faisait partie Raïs) en novembre 1949 et soulignons-le, en présence de l'auteur français Emmanuel Roblès. Raïs jouera par la suite dans la pièce "Chemchoum El Djazair" de Mohamed Ouadah, "Le Bourgeois Gentilhomme" de Molière... Il écrit ensuite plusieurs pièces dont "Hya El Hayat" (C'est La Vie) et "Bin Narain" (Entre Deux Feux) à une époque où le théâtre avait une bonne relation avec le Mouvement National. En 1950, la troupe du MTLD avait participé dans plusieurs festivals dans des pays communistes à (Berlin en 1952, Budapest en1953, Varsovie 1955...).

En 1953, Raïs écrit, "Sidi El Hadj", "Mourad Wahid" et "Hadi Hya Dounia". En 1954, au déclenchement de la guerre de libération nationale, le FLN ordonne la cessation de toutes les activités artistiques et culturelles. Début 1956, Raïs est contraint de partir en France comme nombre d'artistes algériens de l'époque et rejoint la troupe du théâtre algérien fondé par Mustapha Kateb en 1940. Fin 1956, la Fédération programme de fonder la troupe artistique du FLN et début 1957, Boumendjel prend contact avec Mustapha Kateb pour mettre en place cette troupe qui se forme et donne naissance à l'épopée Nahw Ennour en 1958. À ce moment, Raïs commence à écrire des pièces sur la Révolution et le peuple algérien. Les plus célèbres de ses pièces "Les Enfants de la Casbah" (le 10 mai 1959), "El Ahidoun", "Dam Elahrare" font la tournée dans tous le pays. Après l'indépendance en 1962, Raïs rejoint la Radio et la Télévision algérienne et joue dans plusieurs films tels que "La nuit a peur du soleil" (1965), "Hassan Térro" (1965), "Chronique des années de braise", "l'Opium et le Bâton", "El Moukafeh"...

Et alors qu'il était en plein tournage pour un film à Bousaâda en 1979, Raïs fait un arrêt cardiaque et meurt sur place. Il est enterré au cimetière d'El Kettar à Alger. Paix à son âme.

Publié sur Facebook par A.Hammouche dans Le journal des artistes, le 7/11/2026

HOMMAGE À EL-HADJ MENOUAR

Décédé le 7 novembre 1971 à El Madania, à Alger. Il laisse derrière lui bien plus qu'un répertoire : une mémoire vivante du med'h, un héritage.

El Hadj Menouar, de son vrai nom Menouar Kerar. Issu d'une famille modeste originaire d'Aïn Assila, dans la région de Bordj Menaïel...

À une époque où le micro n'existait pas encore, deux qualités faisaient le chanteur : une mémoire sans faille et une voix capable de porter. El Hadj Menouar possédait les deux. Spécialisé dans le med'h, ce chant religieux empreint de spiritualité, il développe un style singulier, porté par une voix puissante et une sensibilité artistique affirmée. Fidèle aux traditions anciennes, il choisit de s'accompagner au tar, instrument dont il devient un maître incontesté. Une virtuosité qui lui vaut d'être surnommé «le Prince du tar» par Ahmed Lakchal, qui contribuera à le faire connaître à la radio... Dans les années 1950, sa notoriété franchit les cercles restreints pour toucher un public plus large. Il anime fêtes familiales, veillées et scènes publiques, suscitant l'adhésion d'un auditoire conquis par la chaleur et la profondeur de sa voix. Le grand homme de théâtre Mahieddine Bachtarzi l'intègre aux tournées théâtrales, lui offrant ainsi une visibilité nationale...

C'est aussi durant cette période qu'il enregistre une dizaine de disques chez Pathé-Marconi, dont la chanson Khemous alik oue serre aliya, sur des paroles de El



Hadj M'hamed El Anka. En parallèle, il reste un homme accessible, généreux, toujours prêt à transmettre son savoir aux jeunes passionnés de musique Chaabi...

Paradoxalement, celui que les chercheurs considèrent comme une véritable encyclopédie du patrimoine musical exerce longtemps comme simple agent de service à l'ex-RTA, sans que toute l'étendue de son talent ne soit pleinement reconnue de son vivant. Paix à son âme.

Publié sur Facebook par A.Hammouche dans Le journal des artistes, 7/11/2026

UNE PENSÉE POUR DJILALI AMARNA



Décédé le 6 novembre 2010. Djilali Amarna de son vrai nom Djilali Razkallah, né le 18 février 1962 à Tilmouni, Sidi Bel Abbès est un chanteur algérien, membre emblématique et la voix du groupe Amarna puis du groupe Raïna Raï... L'artiste aura marqué toute une génération, faisant du groupe Raina raï un géant sur la scène artistique.Atteint d'un cancer de l'estomac en 2007, confessait sa solitude dans son combat contre la maladie sans aucun soutien moral ni psychologique, il avait lancé deux appels en octobre 2010 à la radio et le journal de 20h de l'ENTV pour venir en aide à sa famille, père de quatre enfants.

Hommage à la mémoire de cet artiste de talent, disparu bien trop jeune, laissant derrière lui une œuvre et des souvenirs qui continuent de vivre dans le cœur de ceux qui l'ont connu et apprécié. Le temps passe, mais le véritable talent ne s'efface jamais. Son empreinte demeure dans notre mémoire et dans l'histoire de notre art. Repose en paix, l'artiste, et que ton souvenir reste éternel...

Publié sur Facebook par A.Hammouche dans Le journal des artistes, le 6/11/2026

ENTRE NOUS



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:44	12:33	15:28	17:51	19:14

ELECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

LE CITOYEN COMME CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS, SUJET PHARE DES DISCOURS DE CAMPAGNE

Le citoyen comme centre des préoccupations des élus a dominé les discours prononcés dimanche par les intervenants politiques au quatrième jour de la campagne pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW), prévue le 28 novembre courant.

A Skikda, le président du parti Sawt Echaâb, Lamine Osmani a indiqué que sa formation politique entendait garantir une représentativité locale "efficace et proche des citoyens".

Lors d'activités de proximité organisées dans plusieurs communes de la wilaya, M. Osmani a expliqué que son parti accordait "une grande importance" au respect des lois et de la réglementation, ainsi qu'au travail de proximité, à travers un dialogue direct avec les citoyens.

Le membre du bureau national du Front El-Moustakbal, Hadj Belghaouti qui animait un rassemblement populaire à Djelfa, a expliqué que le programme de son parti était basé sur la valorisation des potentialités locales en vue de mettre en œuvre des projets de développement.

M. Belghaouti, qui intervenait en qualité de représentant du président du parti, Fateh Boutbig, a précisé que le Front El-Moustakbal appliquait une approche spécifique faisant du développement local une priorité absolue. Au cours d'un meeting animé à Batna, le président du conseil national du mouvement El Binaa El Watani, Nasreddine Salem Cherif a insisté sur l'importance de la prise en charge des préoccupations des citoyens, invitant les candidats du parti, s'ils venaient à être élus, à être à l'écoute des administrés.



Mandaté par le président du parti, Abdelkader Bengrina, l'intervenant a affirmé que l'amélioration des services assurés aux citoyens nécessitait un travail de proximité, l'identification des préoccupations et leur prise en charge en charge.

A Skikda, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Mounder Bouden, a signalé que la gestion des affaires locales impliquait l'adoption d'une approche participative tout en priorisant l'intérêt général.

Il a également noté l'importance de la coordination entre les élus et les différents acteurs de la société civile afin de renforcer le développement local, notant que le succès d'un P/APC, par exemple, dépendait de sa capacité à écouter les différentes opinions des citoyens.

RA

COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME

OUVERTURE AUJOURD'HUI DE SA 83E SESSION ORDINAIRE EN TANZANIE

La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) tiendra, à partir de ce lundi à Arusha, en Tanzanie, sa 83e session ordinaire, consacrée à l'examen des requêtes en instance et à l'examen de questions judiciaires connexes, indique l'Union africaine sur son site officiel.

Cette session, qui se poursuivra jusqu'au 4 décembre prochain, sera également marquée par la tenue, les 9 et 10 novembre, du troisième dialogue judiciaire tripartite réunissant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, la Cour de justice de l'Afrique de l'Est (CJAE) et la Cour de justice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Placé sous le thème "Renforcer la coopération institutionnelle en Afrique", ce dialogue portera notamment sur la mise en œuvre et le suivi des décisions judiciaires, l'échange de jurisprudences et de bonnes pratiques, ainsi que sur les droits environnementaux et la justice climatique.

La Cour organisera également, les 11 et 12 novembre, un colloque à l'occasion du 20e anniversaire de sa création, autour du bilan de ses réalisations, des défis auxquels elle est confrontée et des perspectives de renforcement de la protection des droits de l'homme sur le continent.

Par ailleurs, une audience publique est prévue le 13 novembre pour le prononcé de quatre décisions concernant des affaires impliquant quatre pays africains, précise la même source.

RI

PAYS-BAS

GRANDE MANIFESTATION EN SOUTIEN À LA PALESTINE À AMSTERDAM

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche dans les rues d'Amsterdam, aux Pays-Bas, pour dénoncer les agressions et les violences persistantes de l'entité sioniste contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza et appeler le gouvernement néerlandais à prendre des mesures plus fermes à son encontre.

Selon les organisateurs de cette mobilisation baptisée "Ligne rouge", au moins 200.000 personnes ont pris part à cette quatrième manifestation, organisée à l'initiative d'une coalition de treize organisations, dont Amnesty International, Oxfam Novib et Save the Children.

Vêtus notamment de rouge et brandissant des drapeaux palestiniens et des pancartes appelant à mettre fin au génocide et à l'occupation, les manifestants ont réclamé un renforcement des pressions politiques, économiques et diplomatiques sur l'entité sioniste, ainsi que la fin de toute coopération militaire avec cette dernière.

Cette mobilisation intervient dans un contexte de durcissement de certaines mesures néerlandaises à l'égard de l'entité sioniste. Depuis le 22 septembre dernier, les Pays-Bas interdisent l'importation, l'achat et la vente de produits provenant des colonies sionistes implantées dans les territoires palestiniens occupés, considérées comme illégales au regard du droit international.

Par ailleurs, les Pays-Bas ont annoncé, le 27 octobre dernier, leur retrait du concours Eurovision de la chanson 2027, la chaîne de télévision publique NPO invoquant la question "sensible" de la participation de l'entité sioniste.

RI

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

4 INDIVIDUS PLACÉS EN DÉTENTION PROVISOIRE POUR SPÉCULATION ILLICITE SUR L'HUILE ALIMENTAIRE SUBVENTIONNÉE

Le juge d'instruction près le pôle judiciaire spécialisé du tribunal de Sidi M'hamed a ordonné, dimanche, le placement en détention provisoire de 4 individus, dans une affaire de spéculation illicite sur l'huile alimentaire subventionnée destinée à la consommation humaine, indique un communiqué du parquet de la République près le même tribunal.

"Conformément aux dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale, le parquet de la République près le pôle judiciaire spécialisé du tribunal de Sidi M'hamed informe l'opinion publique qu'à la suite de l'enquête préliminaire menée par la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Chaïba (Tipasa), un groupe criminel composé de cinq indivius a été arrêté pour spéculation illicite sur l'huile alimentaire subventionnée destinée à la consommation humaine et détournement de sa destination privilégiée, en la revendant au propriétaire d'une société commerciale spécialisée dans la production de chips", précise la même source.

"Il s'agit des dénommés Karoui Lamouri Abdelwahed, âgé de 30 ans, Bouguerine Abderrahmane, âgé de 41 ans, Hadj Moussa Tahar, âgé de 57 ans, gérant d'une entreprise de production de chips, et Haddad Abdelhafid, âgé de 41 ans, responsable des achats au sein de la même entreprise. Quant au dénommé Karoui Houssam Eddine, âgé de 27 ans, il demeure en état de fuite, son identité complète ayant été établie", selon la même source.

Dans le cadre de cette opération, il a également été procédé à la saisie des éléments suivants :"Un camion transportant quatre citernes d'une capacité de 1 000 litres chacune, contenant environ 3 500 litres d'huile subventionnée, après transvasement dans lesdites citernes, sans factures et destinés à la spéculation illicite. Il s'agit également d'n entrepôt dans lequel ont été saisis cinquante (50) bidons de cinq litres remplis d'huile subventionnée, des marques Safia Agrodiv et Sim, ainsi que six (6) citernes vides d'une capacité de 1 000 litres chacune, contenant des résidus d'huile, un chariot élévateur destiné à la manutention et au chargement des citernes remplies, un autre camion transportant environ 350 bidons vides de marque "Lalla Fatima", fabriqués par la société NIDAO, ainsi que 350 autres bidons vides de marque "Zitna", fabriqués par la société SIM. Ces emballages étaient destinés à la spéculation illicite et étaient dépourvus de factures", selon le communiqué.

"En date du 8 novembre 2026, et après la présentation des suspects devant le parquet de la République, des poursuites judiciaires ont été engagées à leur encontre dans le cadre d'une information judiciaire pour les délits de spéculation illicite, de détournement d'un produit de sa destination privilégiée, de défaut de facturation et de blanchiment d'argent".

"Après avoir entendu les mis en cause, le juge d'instruction a ordonné leur placement en détention provisoire", conclut le communiqué.

RA